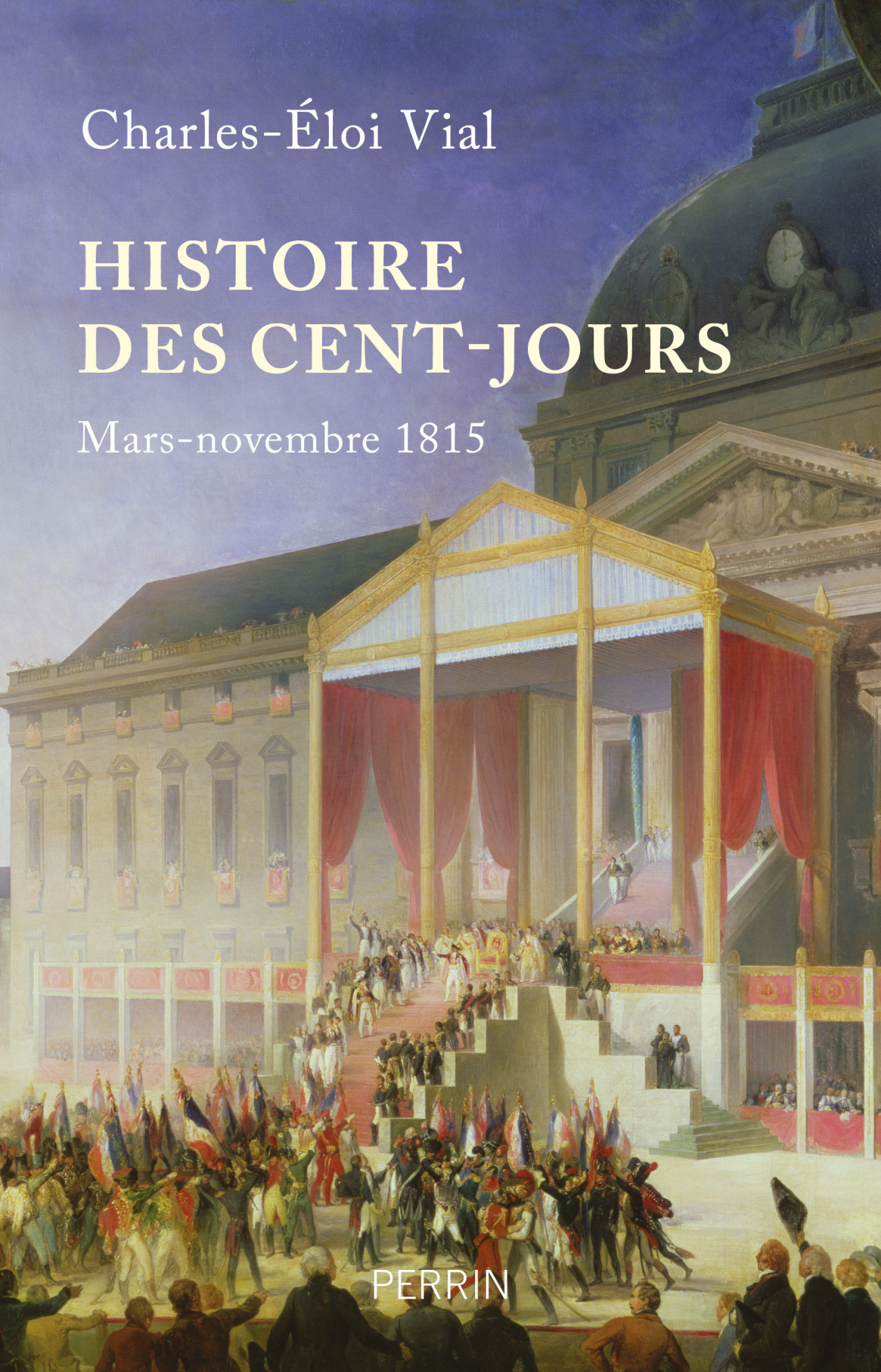
Charles-Éloi Vial

HISTOIRE DES CENT-JOURS

Mars-novembre 1815



PERRIN

HISTOIRE DES CENT-JOURS

DU MÊME AUTEUR

Napoléon. La certitude et l'ambition, Paris, Perrin/BnF Éditions, 2020.
Mémoires du baron Fain, présentation et notes, Paris, Perrin, 2020.
15 août 1811. L'apogée de l'Empire ?, Paris, Perrin, 2019.
Napoléon à Sainte-Hélène. L'encre de l'exil, Paris, Perrin/BnF Éditions, 2018.
La Famille royale au Temple. Le remords de la Révolution, 1792-1795, Paris, Perrin, 2018.
Marie-Louise, Paris, Perrin, 2017.
Le Grand Veneur de Napoléon Ier à Charles X, Paris, École des chartes, 2016.
Les Derniers Feux de la monarchie. La Cour au siècle des révolutions, 1789-1870, Paris, Perrin, 2016.
Le Dernier Voyage de l'Empereur. Paris-île d'Aix 1815, Paris, Vendémiaire, 2015.
L'Adieu à l'Empereur. Journal de Marie-Louise, Paris, Vendémiaire, 2015.

Charles-Éloi Vial

HISTOIRE DES CENT-JOURS

Mars-novembre 1815

PERRIN

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2021

92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

ISBN : 978-2-262-07577-4
Dépôt légal : février 2021

Mise en pages : PCA

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'Auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

INTRODUCTION

Un drame en accéléré

> Tu comprends combien ce débarquement de Bonaparte sur les côtes de Provence donne lieu à penser, et combien je me trouve heureux d'être à Paris à une époque aussi remarquable. C'est une scène digne d'étude pour un historien. Les événements sont bien moins importants à saisir que les développements de caractère. Les sentiments divers des princes, de la noblesse, de la capitale, des provinces, de l'armée, tout est digne d'être vu […].
>
> (J. de Sismondi, « Lettres… », janvier-avril 1877, p. 331-332, lettre à sa mère, 8 mars 1815.)

Peut-on encore parler des Cent-Jours ? Faut-il encore ressasser cet épisode extraordinaire, déjà raconté par des témoins et analysé par les meilleurs historiens, au point de donner l'impression que plus aucune seconde de cette courte mais incroyable parenthèse n'a été laissée dans l'ombre ? Bien sûr, un nouvel angle d'attaque est toujours possible. Cette séquence a tour à tour été envisagée comme une résurrection manquée de l'Empire, une tentative d'établissement d'un nouveau régime par Napoléon, voire comme un suicide de l'Aigle, finalement propice à la Restauration mais néfaste à la France. Que l'on songe aux écrivains, qui n'ont jamais pu aborder cet épisode que de biais et par le prisme d'un individu isolé, comme le montre l'étonnant parcours de Géricault décrit par Aragon dans le roman *La Semaine sainte*, la description

faussement naïve de la bataille de Waterloo dans *Le Médecin de campagne* de Balzac ou l'abominable Thénardier détroussant les cadavres dans *Les Misérables*. Mieux encore, on peut citer la touchante lingère Angélique, amoureuse éperdue de l'empereur dans le *Roman des Cent-Jours* de Joseph Roth[1]. Appréhender dans sa globalité ce trimestre aussi exceptionnel qu'insaisissable est peut-être plus un signe d'irréalisme qu'une gageure. Même pour une époque aussi connue, des zones d'ombre demeurent pourtant, tant il semble difficile de s'éloigner de Napoléon et de son aura si particulière. Le but de cette nouvelle synthèse est donc de proposer un déroulé chronologique satisfaisant intellectuellement, tout en exploitant des sources inédites ou méconnues afin d'ouvrir le champ des interprétations.

On le sait, ce règne éphémère est loin d'être une ode à la gloire de l'empereur. Ses trois mois de règne sonnent comme un chant du cygne suivi d'une défaite, mais aussi comme un rendez-vous manqué avec ses sujets, déçus par sa tentative de synthèse maladroite entre les restes de l'Empire autoritaire et la monarchie constitutionnelle. Le fonctionnement chaotique de l'appareil d'État, repassé à contrecœur sous le contrôle de l'empereur, mérite lui aussi d'être étudié de près. Cette ribambelle de déconfitures ne devait pas être sans conséquence sur l'avenir, la force de la légende, alimentée par la défaite « glorieuse » de Waterloo suivie de l'enfer hélénien, gommant le fiasco de l'aventure soldé par le terrible traité de Paris. Du point de vue des royalistes, les Cent-Jours furent le désaveu cinglant d'un régime parti sur d'excellentes bases en 1814 mais qui n'avait mis que quelques mois à rater l'épreuve de l'exercice du pouvoir, miné par les « contradictions du compromis que tissait la première Restauration[2] » entre l'ancienne et la nouvelle France. Si cet échec permit un nouveau départ, celui-ci fut malgré tout grevé par la tache du retour « dans les fourgons de l'étranger ». Toute étude des Cent-Jours se doit de prendre en compte ces phénomènes contraires et ces destins entrecroisés à chaque extrémité du champ politique, portés d'un côté par une défaite glorieuse mais prévisible et de l'autre par une victoire honteuse. Seul le centre semble indemne et libre de se développer loin de la vénération d'un seul homme ou d'un idéal monarchique décati. C'est là le premier point à esquisser :

les Cent-Jours comme naissance du spectre politique contemporain, avec cette idée que la Grande Révolution ouverte en 1789 ne se clôt pas en 1814. L'année 1815, trait d'union entre deux époques, marque l'entrée dans le XIXe siècle et dans un nouveau cycle de révolutions, qui devait quant à lui s'achever avec la Troisième République.

Cependant, il s'agit là d'une vision centralisée des Cent-Jours qui fait passer à la trappe la complexité des événements provinciaux. L'année 1815 ne se résume pas qu'à quelques heures glorieuses, à trois mois d'exaltation parisienne et à une défaite dans les plaines de Belgique. Certes, il existe des « tartes à la crème » : l'entrée de l'empereur dans Grenoble puis dans Lyon, le courage de la duchesse d'Angoulême à Bordeaux et les violences de la Terreur blanche. La question des départements doit toutefois être creusée, car cette époque s'inscrit tout entière dans un malentendu : ils n'étaient peut-être pas si nombreux, dans la France de 1815, à saisir qu'un changement de régime avait eu lieu à Paris ou qu'un combat entre deux visions du monde se nouait à Waterloo. On pourrait presque avancer, comme une boutade, que le retour de Napoléon fut si rapide qu'il fut à peine remarqué par la province, dont la vie est celle du temps long, loin des principales routes et de la circulation des informations : « Si tout arrive à Paris, tout passe en province », comme l'a dit Balzac. Seule l'occupation étrangère vint perturber le rythme immuable de certaines petites villes et des campagnes. La période doit aussi être envisagée avec un peu de recul afin de ne pas la limiter à un événement franco-français, comment on peut le vérifier en étudiant la propagation des rumeurs, la circulation des informations à l'étranger et la manipulation des opinions par la gravure ou l'imprimé. Ces Cent-Jours vus d'ailleurs, de l'intérieur et de l'extérieur du pays, sont de loin les plus passionnants : ceux qui ont défrayé la chronique de l'Europe, et ceux qui sont restés inconnus de la majeure partie des Français, insensibles à cette incomparable accélération de l'Histoire, « dans un moment où les événements se succèdent avec rapidité [et où] quarante-huit heures sont un siècle[3] ».

Deux visions qui s'affrontent

De nombreux témoins se sont interrogés sur la nature des Cent-Jours : parenthèse dans l'histoire du règne de Louis XVIII ; résurrection du Premier Empire ou authentique révolution, à l'image de 1789, 1830 ou 1848 ? La réponse n'est pas simple, et peut-être l'année sans pareille correspond-elle à toutes ces définitions en fonction des acteurs. Napoléon semble avoir envisagé son retour comme une refondation, alors que beaucoup de ses sujets n'y virent qu'une continuation, tant l'habitude de voir l'Aigle siéger aux Tuileries était ancrée dans les esprits. Du point de vue de l'Europe en revanche, il ne s'agit que d'une péripétie, un contretemps dans la construction d'un nouvel ordre continental où Bonaparte et sa gloire n'ont plus leur place. Dans l'imaginaire collectif enfin, les Cent-Jours marquent surtout la dernière épopée d'un homme hors du commun, prêt à tout pour briser le cycle de défaites enclenché en 1812. Pourtant, il ne faut pas non plus réduire la période à une simple marche en accéléré vers la morne plaine de Waterloo. La meilleure définition est peut-être celle qu'en donne Charles de Rémusat, pour qui le retour de l'empereur doit être inclus dans un laps de temps plus large, propre à l'histoire de la Restauration. Cette acception ferait du retour de l'empereur un simple symptôme des tensions qui travaillaient la France entre le retour de Louis XVIII en 1814 et la dissolution de la Chambre dite « introuvable » en septembre 1816, que l'on peut résumer par les « luttes de l'esprit militaire et de l'esprit civil, du patriotisme sans libéralisme, du libéralisme sans patriotisme, du royalisme constitutionnel et du royalisme absolutiste, amenant tous les maux de 1815 qui, bien divers dans leurs causes, ont si cruellement pesé sur les destinées de la France[4] ». La crise des Cent-Jours montrerait notamment l'échec de la royauté bourbonienne à comprendre la France nouvelle et à en maîtriser les leviers, qu'il s'agisse de l'opinion ou des différentes couches du millefeuille administratif.

À ce titre, les Cent-Jours ont dû sonner comme un avertissement, le roi ayant pu lire dès son retour à Paris des rapports présentant la tentative de Napoléon comme un catalyseur, qui avait

entraîné la chute précoce de la monarchie restaurée en cristallisant d'un coup tous les mécontentements[5]. L'année 1815 offre en effet le spectacle – inédit dans l'histoire de France – d'un chef d'État faisant son *mea culpa* après avoir dû fuir sa capitale comme un voleur ! Il n'en reste pas moins que la fin des Cent-Jours ouvre une autre époque, la « Restauration libérale », Louis XVIII ayant compris les limites de son discours passéiste tout en cherchant à dépasser ses faiblesses en s'agrégeant des hommes neufs qui maîtrisaient le cadre administratif et juridique issu de la Révolution. Le « problème » de la crise de confiance apparue à la fin de l'année 1814 et que l'empereur avait si bien compris avant de saisir sa chance était tout aussi bien dû aux erreurs politiques de la Restauration qu'à l'impréparation du roi et de son entourage à maîtriser l'ordre nouveau. Pourtant, et de manière paradoxale, Louis XVIII ne souhaitait pas rétablir l'Ancien Régime, et le cadre d'une monarchie constitutionnelle lui convenait parfaitement. Fatigué de l'exil, désireux d'obtenir le pouvoir et non de le pratiquer, il était prêt à diriger la France léguée par Napoléon, en se contentant de donner aux Tuileries un faux air de Versailles qui lui rappellerait sa jeunesse. Il fallait simplement que son entourage le suive sur cette voie. Les Cent-Jours apparaissent donc comme un accélérateur, comme le moment où la monarchie restaurée put enfin définir, cahin-caha, son projet gouvernemental. « La Charte sera désormais une vérité », a dit Louis-Philippe en 1830. La citation pourrait être appliquée au reste du règne de Louis « le Désiré ».

La grande catastrophe de 1815 ouvre ainsi la voie à une période de stabilité presque oubliée dans une France qui, depuis 1789, semblait avoir fait de la violence son mode de fonctionnement favori, que ce soit par des coups de force, des coups d'État ou des répressions à l'intérieur, mais aussi en portant la guerre au-delà de ses frontières. Dans un pays épuisé par un quart de siècle de troubles, les événements ont favorisé l'installation d'un régime pacifique qui dura quinze années, permettant à la France d'aller enfin de l'avant, favorisant entre autres l'émergence de camps qui ont structuré la vie politique des décennies suivantes, et dont l'héritage demeure. Le bref retour de Napoléon marque l'entrée dans la vie politique contemporaine, autrement dit dans l'âge parlementaire, permettant l'apparition d'un véritable courant

libéral en face d'un camp conservateur, d'un centre droit, d'un centre gauche et même d'un groupe de néo-Jacobins, en donnant surtout naissance à une véritable culture de l'opposition, chose impensable sous l'Empire et encore dans les limbes sous la première Restauration. Ce trimestre incroyable vint certes exalter une frange extrémiste de conservateurs nostalgiques d'une société fondée sur les privilèges, mais la légende née sur les ruines de l'Empire permit curieusement de nourrir le libéralisme, l'alliance éphémère conclue entre l'Aigle et le camp libéral au printemps ayant contribué à diffuser ses idées tout en lui faisant profiter du prestige de la gloire napoléonienne.

Les Cent-Jours apparaissent ainsi comme un choc fondateur, façonné par le hasard : les faiblesses du gouvernement royal, habilement exploitées par un chef de guerre aux capacités hors du commun, ont mené à cette farandole de régime inédite dans la litanie des règnes français, alors que l'échec de Waterloo a entraîné un reclassement complet du spectre politique après des années d'immobilisme. L'empereur fut lui-même surpris de retrouver la France changée en 1815. La bataille de Waterloo n'est que le bouquet final, le fleuve qui sépare deux époques, avec en prime un paradoxe extraordinaire : durant toute sa carrière, Napoléon avait été l'homme de l'avenir, par ses victoires comme par les idées révolutionnaires qu'il incarnait. En 1815, la modernité était passée dans le camp du roi podagre et de sa vision d'une France équilibrée, commerçante et tranquille. Tout en accusant Louis XVIII de ramener la France vingt années en arrière, Napoléon était devenu une créature du passé, celui qui ne résout les problèmes qu'à coups de canon, préférant vivre de tributs plutôt que de l'industrie, de conquêtes plutôt que « des résultats du travail paisible et des échanges réguliers[6] ». La France n'avait plus besoin d'un héros. Sa vision du monde était datée, alors que celle du vieux et perclus Louis XVIII devenait, malgré ses défauts, terriblement moderne. Le « vol de l'Aigle » était le dernier cri d'un passé glorieux en train de disparaître, alors que le « voyage sentimental de Gand » à la suite du roi et de ses vieux courtisans en perruque poudrée incarnait une marche vers l'avenir et la liberté[7].

Un pays à la croisée des chemins

Il ne faudrait pourtant pas résumer les Cent-Jours au combat que se livrent à distance Louis XVIII et Napoléon. Ces quelques mois de 1815 sont une époque à eux seuls, où le moindre événement est empli de significations et où paraissent une foule d'acteurs, qu'ils soient militaires, hommes politiques, diplomates, écrivains ou artistes. Le roi et l'empereur disposaient tous deux de puissants appuis et de terribles rivaux, qui permirent au deuxième de reprendre le pouvoir sans aide, puis de gouverner assis sur un volcan pendant trois mois avant d'être déchu une seconde fois de son trône. On songe à Fouché, mais aussi à l'opposition parlementaire, venant de nostalgiques de la Révolution, de disgraciés de l'Empire ou de recalés de la Restauration avides de faire entendre leurs idées. Quand on sait que même les plus vieux partisans de l'Aigle s'évanouirent comme par magie après Waterloo, on peut se poser la question : qui donc soutenait réellement l'empereur en 1815 ? En dehors de l'armée et des masses populaires, seul un petit cercle de fanatiques, militaires et hommes d'État qui avaient irrémédiablement lié leur fortune à la sienne, semblait prêt à le défendre. Si l'on compare, dans une galerie de portraits, les visages et les tenues de ceux qui accueillirent Napoléon et de ceux qui le rejetèrent, on retrouve d'un côté les uniformes chamarrés des maréchaux et généraux de la Révolution et de l'Empire, les habits brodés des ministres et des grands officiers de la Cour, tels Caulaincourt, Cambacérès ou encore Mollien, pour la plupart grisonnants. De l'autre, on observe une génération d'hommes plus jeunes, vêtus de noir, moins sensibles au fatras des honneurs, qui faisaient partie de la « pépinière » de jeunes talents formés sous l'œil de l'empereur dans les préfectures ou au Conseil d'État : que l'on songe à Mathieu Molé, le jeune juriste tant apprécié par Napoléon, dont le portrait par Ingres se trouve au Louvre, ou encore à l'ancien préfet Prosper de Barante, portraituré par Girodet, que l'on peut voir au musée de Clermont-Ferrand. Deux époques, et peut-être deux conceptions du monde, se font face. En voyant ces jeunes opposants qui firent une croix sur la gloire de l'Empire par pragmatisme ou par calcul, on pense à Alfred de

Musset et à *La Confession d'un enfant du siècle*, dont le prologue semble tout entier imprégné de l'esprit des Cent-Jours : « Qu'on ne s'y trompe pas : ce vêtement noir que portent les hommes de notre temps est un symbole terrible ; pour en venir là, il a fallu que les armures tombassent pièce à pièce et les broderies fleur à fleur. C'est la raison humaine qui a renversé toutes les illusions ; mais elle en porte elle-même le deuil, afin qu'on la console[8]. »

Au fond, comment peut-on définir les Cent-Jours ? On a souvent été tenté d'y voir un coup d'État en trompe-l'œil, un malentendu nourri par l'opposition à Louis XVIII, désireuse de profiter de cet interrègne pour s'imposer dans le champ politique avant le retour inéluctable du roi. Évidemment, les hasards de la guerre auraient pu en décider autrement : une victoire à Waterloo aurait peut-être permis à Napoléon de conserver son trône, mais, en ce cas, n'aurait-il pas été forcé d'accepter un régime où le gouvernement aurait été responsable devant les Chambres et non devant le seul souverain, une sorte de monarchie de Juillet avant l'heure ? Bien davantage qu'un coup de butoir aux portes du destin, les Cent-Jours ont peut-être surtout été un incubateur des idées libérales. Odilon Barrot, qui assista à toutes les révolutions du XIXe siècle avant de devenir président du Conseil de Louis-Napoléon Bonaparte, crut discerner dans le phénomène de 1815 et dans le retour de l'empereur l'esquisse d'un schéma appelé à se répéter :

> Il est vrai que la facilité avec laquelle la Restauration avait paru acceptée par l'universalité des citoyens pouvait faire illusion et éloigner toute prévision d'un danger imminent. C'est plus d'une fois que, dans le cours de ma vie, j'ai vu se produire cette illusion : elle tient à l'effet inévitable de notre système administratif. Lorsque le gouvernement, par un événement, par un accident même, est changé, ce système pèse d'un tel poids sur le reste du pays qu'il décourage et paralyse, par le fait même, toute résistance partielle ou locale, et donne une fausse apparence d'unanimité à un changement qui n'a souvent pour lui qu'une très minime partie de la population[9].

À la lumière des témoignages des uns et des autres, il semble possible de retracer la nature de cet « Empire après l'Empire », de

ces semaines particulières où Napoléon régna sans que presque plus personne ne se fasse d'illusion à son sujet, mais où lui-même semble avoir rêvé de revenir à une pratique du pouvoir autoritaire après avoir fait mine de jouer pendant un temps le jeu des libéraux. Mais il ne faut pas non plus trop chercher un quelconque projet politique chez l'empereur. De son départ de Portoferraio à sa reddition aux Anglais, il n'eut qu'une idée en tête : assurer sa propre survie, à la fois politique, dynastique, mais aussi matérielle. On ne discerne aucun sacrifice dans les Cent-Jours de l'empereur, que de l'égoïsme et des intérêts. En véritable animal politique, il montra son extraordinaire capacité à s'adapter aux circonstances et à jouer de cette étrange fascination qui s'emparait de tous ceux qui l'approchaient.

L'étude des Cent-Jours pose une autre grande question, qui est celle de la sincérité. La « révolution du 20 mars » porta un coup de butoir à la notion de fidélité, qui n'avait pas encore perdu tout son sens au sein de l'administration et dans l'armée. Ce n'est qu'en déliant de leur serment ses anciens serviteurs au moment de sa première abdication en 1814 que Napoléon leur avait permis d'entrer sans remords au service de Louis XVIII. Un an plus tard, l'honneur était jeté aux orties, sans que l'on puisse expliquer un tel revirement. Même la police royale remarqua que les bonapartistes et les républicains avaient au moins le mérite de croire en leurs opinions et d'être faciles à surveiller, contrairement à l'immense masse des « intrigants » qui ne croyaient en rien ni en personne, si ce n'est en leur ambition[10]. Paradoxalement, ces « girouettes » étaient aussi – mais pas tous – des braves maréchaux ou généraux qui se piquaient d'obéir aux vieilles valeurs, mais dont le royal maître avait, par sa fuite peu honorable à Gand, fait s'évaporer la fidélité de ses serviteurs, les rendant donc libres pour une dernière aventure. Trahison ou chevalerie ? Personne ne joua franc jeu. De nombreux serments à Napoléon ne furent prononcés qu'à contrecœur, et dans les archives s'accumulent les protestations obligées de fidélité à l'empereur et au roi, tour à tour signées par des fonctionnaires soucieux de conserver leurs postes. Comme le souligne Emmanuel de Waresquiel, la question « se pose surtout en termes de nature : à qui ou à quoi est-on infidèle ; à ses intérêts, à ses idées, à la société, à un homme ou

à une dynastie[11] ? ». Chacun conservait ses convictions, agissait selon ses intérêts, tout en cherchant à faire passer à ses contemporains ainsi qu'à la postérité une image complètement différente, une autre version d'eux-mêmes, plus digne, certains manifestant leur soutien pour l'empereur à Paris tout en écrivant à Vienne ou à Gand leur désapprobation. Une fois de plus, les Cent-Jours ne se résument pas à une histoire franco-française, mais doivent s'étudier à une autre échelle : « Pour la complète et facile intelligence de ce drame si pressé des Cent-Jours, de cette révolution si prodigieuse et si courte, il n'était pas indifférent d'en suivre les premiers effets au-dehors du même pas qu'à l'intérieur[12] », notait déjà l'historien et ministre Abel-François Villemain.

Cent journées à comprendre

L'expression consacrée des « Cent-Jours » a aussi pour particularité de désigner l'un des rares régimes de l'histoire de France à ne pas tirer sa dénomination d'un système politique, d'une institution ou d'une dynastie. On parle de l'Ancien Régime, du Directoire, de l'Empire, de la Restauration… Seule la monarchie de Juillet ne rentre pas non plus dans le moule, en étant désignée d'après son événement fondateur. En ce sens, les Cent-jours sont clairement présentés comme une parenthèse, un laps de temps entre deux dates clés, tirant son origine des circonstances du présent, consacrées par le célèbre discours adressé par le préfet Chabrol de Volvic à Louis XVIII à son retour à Paris[13]. Ce régime, qui trouva immédiatement son appellation dans l'expression de sa propre fin, n'avait guère dû donner l'impression d'être fondé sur des bases solides. Cette désignation paradoxale reflète aussi l'incertitude des contemporains, qui étaient nombreux à ne plus savoir sur quel pied danser. Revivaient-ils l'Empire ou la Révolution ? Ne voyaient-ils pas plutôt se dérouler devant leurs yeux une sorte de condensé d'un quart de siècle de troubles, comme si 1815 ramassait et résumait en quelques semaines la totalité des coups de théâtre et des bouleversements institutionnels vécus par la France entre 1789 et 1814 ? Ou s'agissait-il de

quelque chose de nouveau, qui n'était pas encore tout à fait né, dans l'incertitude d'un lendemain suspendu à l'attente d'une défaite ou d'une victoire de Napoléon ? Tous ces filtres ont été utilisés des centaines de fois pour éclairer les Cent-Jours, et ce, depuis 1815, même si les principales interprétations, ce que l'on pourrait qualifier de vulgate, relèvent principalement de la légende napoléonienne, dont les premières graines ont été semées par l'empereur lui-même dans ses *Mémoires* sur les Cent-Jours dictés en 1818 : la moitié de l'ouvrage est consacré à l'île d'Elbe et au « vol de l'Aigle », tandis que son règne éphémère de trois mois n'est abordé qu'à grands traits comme une succession de décrets et un empilement de chiffres, de calculs d'effectifs et de matériel militaire, avant une relation partisane de la bataille de Waterloo qui explique que ce texte bâclé ne connut pas un important succès. Le célébrissime *Mémorial de Sainte-Hélène*, réécrit et enjolivé par Las Cases, donna quant à lui dès sa parution en 1823 une image idyllique des Cent-Jours, comme une parenthèse enchantée où l'empereur avait tout fait pour sauver la France des griffes des Bourbons et de leur obscurantisme. Napoléon défendait ainsi *post mortem* son bilan politique en assimilant son règne aux valeurs de la Révolution et aux idées libérales, soulignant les liens entre le jacobinisme de 1793, l'Empire de 1804 et le « vol de l'Aigle » de 1815, vision qui bénéficia *in fine* au parti libéral, mais qui marqua surtout profondément les lecteurs de la Restauration finissante.

De nombreux contemporains écrivirent au moins quelques pages sur cette période charnière. Cependant, la plupart de ces récits sont entachés de suspicion, le contexte politique connotant largement les mémoires. Les acteurs furent aussi nombreux à prendre la plume de manière anonyme, comme Antoine Jay, dont les *Esquisses historiques* parurent en 1819, ou Caulaincourt, qui rédigea une brochure justificative qu'il ne fit jamais paraître. Quelques-uns ne trouvèrent pas d'éditeurs, tel Félix Lepeletier de Saint-Fargeau, ancien membre de la conjuration des Égaux, qui déversa sa haine des Bourbons dans un long manuscrit demeuré inédit où il appelait à clouer Louis XVIII au pilori de l'Histoire[14] ! Ceux qui écrivaient pour eux-mêmes partageaient le besoin d'échapper au jugement de leurs héritiers : les *Mémoires*

de la reine Hortense ne parurent qu'en 1927, ceux de Louis Marchand, le valet de chambre de Napoléon, en 1954, et le journal de l'architecte Fontaine seulement en 1987. Enfin, ceux qui firent preuve de sincérité, comme Gaillard, le confident de Fouché, révélèrent parfois de tels secrets que leurs manuscrits furent mutilés, les pages les plus explosives finissant au feu. « La situation était délicate, car presque personne ne pouvait se laisser aller franchement à ses sentiments naturels », résume Pasquier, mémorialiste des plus sincères… parce qu'il écrivit sur le tard et qu'il n'avait joué qu'un rôle marginal[15].

Pour débrouiller la complexité des mouvements politiques, il faut d'abord définir les forces en présence. Dans une longue lettre écrite au lendemain de Waterloo, l'économiste Jean-Baptiste Say, qui tenait une filature de coton à Aubry dans le Nord-Pas-de-Calais depuis son exclusion du Tribunat en 1804, a brillamment résumé la complexité du paysage politique qu'il divisait en six partis. Peu intéressé par l'équilibre des pouvoirs – pour lui, la défaite de Napoléon était une excellente nouvelle, car elle permettrait aux investisseurs anglais de revenir en France –, il suivait malgré tout la vie parlementaire et les décisions du gouvernement, sans lesquelles les « affaires » ne pouvaient pas s'épanouir :

> Royalistes constitutionnels représentatifs de bonne foi, 30 [%] ; royalistes machiavéliques gouvernant avec les fonctionnaires de Bonaparte et en partie sur les mêmes principes (c'est le parti que paraît suivre le gouvernement), 15 [%] ; royalistes purs, plus royalistes que le roi, voulant la restitution des biens nationaux, le catholicisme exclusif, […] 5 [%] ; bonapartistes par enthousiasme et ignorance (une grande partie des paysans et de la ci-devant armée), 20 [%] ; bonapartistes qui voudraient gouverner ou être gouvernés sous la bannière du petit Napoléon II, 20 [%] ; patriotes, amis des principes sans acception de personne, 10 [%][16].

Ce « sondage » avant l'heure, s'il doit être nuancé, divise la France en partisans du roi et de l'empereur, en rejetant aux marges les fidèles de la république nostalgiques du jacobinisme qui n'avaient pas disparu et que d'autres contemporains

définissaient de manière alarmiste comme une « sorte de franc-maçonnerie qui a pour mots d'ordre Convention, tribunal révolutionnaire, confiscations, guillotines[17] ». Ceux pour qui la défense des idéaux de la Révolution pouvait aller jusqu'à remettre en question la propriété individuelle étaient pourtant peu nombreux. L'emploi du terme « bonapartiste » mérite lui aussi d'être éclairé. Il y avait certes eu une première mouture sous le Consulat et l'Empire avec le « bonapartisme monocratique et autoritaire, faux despotisme éclairé passé au tamis de la Révolution française et des lumières d'un siècle nouveau[18] », mais celui-ci ne reposait que sur la gloire et le charisme de l'empereur. Le second bonapartisme, le plus connu, est né en 1815, consécutivement à l'approbation par le peuple et par l'armée du retour d'un empereur adulé pour ses discours prônant la défense des acquis de la Révolution, ramassés sous l'appellation un peu floue de « libertés ». Il s'agit par conséquent d'une doctrine politique ou d'un mouvement cherchant à rétablir la dynastie Bonaparte ou à remettre en vigueur une forme de gouvernement « napoléonien », c'est-à-dire autoritaire et en lien avec le peuple, incarné par le mythique recours au plébiscite. Il s'agit d'une vision idéalisée des méthodes de gouvernement de Napoléon, son premier règne ayant été caractérisé par une confiscation des pouvoirs au profit d'un seul, tandis que le second vit en dernier lieu l'instauration d'un régime bicaméral éloigné des conceptions politiques de l'empereur. Si le bonapartisme survécut à l'échec de 1815 avant de s'épanouir après 1848, ce n'est que par le biais de la légende impériale. L'autre notion à définir plus clairement est celle du « napoléonisme », forme d'admiration envers l'empereur sans approbation pour sa politique, qui se développa en parallèle du bonapartisme à partir de la Restauration puis tout au long du XIXe siècle, inspirant les artistes, les poètes, les romanciers… et les historiens.

Il ne faut cependant pas s'étonner de la confusion entre les deux termes qui apparaît sous la plume des contemporains, les notions de « bonapartisme » et de « napoléonisme » n'étant pas pleinement conceptualisées. Paradoxalement, cet amalgame reflète également la complexité des phénomènes de soutien à l'empereur, qui rallia de nombreux admirateurs, des nostalgiques du Premier Empire conquérant et autoritaire, mais aussi des

opportunistes pour qui son retour inopiné devait permettre de mettre en application leur programme politique, que ce soit en convainquant l'Aigle d'y adhérer ou en se servant de lui comme d'un homme de paille. En cela, les soutiens de l'empereur étaient à la fois « bonapartistes » et « napoléonistes », leur attitude évoluant d'ailleurs tout au long des Cent-Jours.

Un autre terme doit être éclairci, car il revient continuellement dans les textes tout en restant confus. Il s'agit du « libéralisme », cher à Benjamin Constant, et qui désigne, du moins dans l'acception de l'époque, un régime où les assemblées dominent le pouvoir exécutif et devant lesquelles les ministres sont responsables, reléguant le chef de l'État à un rôle cérémoniel et secondaire. Ce système était accompagné de plusieurs corollaires indispensables, tels que le respect des libertés individuelles, notamment la liberté de la presse, de religion et d'opinion, et l'autonomie de la Justice. Jusqu'à un certain point, ces idées cadraient avec celles des « jacobins », la violence et la remise en question de la propriété en moins. Pour résumer, les tenants de 1789 et ceux de 1793 pouvaient trouver quelques terrains d'entente, mais ceux-ci n'étaient pas si nombreux, d'où le mal qu'eut l'empereur à les garder dans son orbite en 1815. Les uns comme les autres risquaient cependant de se retourner contre l'Aigle si celui-ci s'avérait trop autoritaire. En revanche, le volet économique du libéralisme n'était encore qu'imparfaitement développé, même si l'idée que la diminution du poids de l'État et la limitation des règles et des contrôles commençait à peser. Un penseur comme Adam Smith avait évoqué la « main invisible » au XVIIIe siècle, tandis qu'au XIXe Jean-Baptiste Say avait suffisamment souffert du Blocus continental pour souhaiter ne plus trop voir les souverains se mêler de la réglementation du commerce, conception que Benjamin Constant, en bon anglophile, ne pouvait que seconder. Ces opinions « libérales » étaient déjà celles de la France des élites instruites et fortunées, des propriétaires et des commerçants, autrement dit des « notables* », généralement peu intéressés par la nature du régime

* L'émergence des notables ne remontait qu'au Consulat, mais cette catégorie sociale protéiforme et hiérarchisée rassemblait environ 70000 individus, qu'ils soient propriétaires terriens, fonctionnaires, militaires, magistrats, notaires,

pourvu qu'il les laissât tranquilles. Sans s'être réellement converti, Napoléon sut donner à son dernier règne une coloration libérale qui lui permit de faire oublier une partie de ses abus de pouvoir passés. Malheureusement pour lui, ces gages réveillèrent aussi une opposition parlementaire d'une virulence oubliée depuis l'époque de la Convention.

Les Cent-Jours de haut en bas

L'année 1815 fut un moment faste pour les imprimeurs, qui diffusèrent quantité de brochures, libelles, pamphlets, journaux éphémères ou simples affiches, dont le dépouillement, même partiel, donne un aperçu de l'extrême volatilité des opinions. Les journaux intimes, recueils de lettres ou autobiographies concernant les Cent-Jours sont eux aussi innombrables. Les premiers datent des années qui suivirent les événements, comme les *Mémoires* de Fleury de Chaboulon, de Savary ou de Thibaudeau. La bibliographie consacrée aux Cent-Jours est elle aussi abyssale et des dizaines de livres ont été consacrés à ce moment. Peu de périodes auront été davantage scrutées et interprétées que celle-ci. On peut songer aux travaux de Capefigue, publiés sous la monarchie de Juillet, aux grandes synthèses parues sous Napoléon III comme la fameuse *Histoire du Consulat et de l'Empire* de Thiers, l'*Histoire de la Restauration* du royaliste Achille de Vaulabelle ou encore celle, plus poétique que rigoureuse, d'Alphonse de Lamartine. À cette époque, les Cent-Jours étaient davantage considérés comme faisant partie de l'histoire du règne de Louis XVIII que de celui de Napoléon. Pour le XXe siècle au contraire, les Cent-Jours furent le domaine réservé des spécialistes de l'Empire, les ouvrages les plus classiques étant

---

manufacturiers ou rentiers. Ils avaient été les principaux soutiens de Bonaparte sous le Consulat, avaient applaudi à la proclamation de l'Empire, avant de se détourner de Napoléon et de sa soif de conquêtes, jusqu'à accueillir avec enthousiasme Louis XVIII et ses promesses de stabilité. Voir L. Bergeron, G. Chaussinand-Nogaret, *Les Masses de granit. Cent mille notables du Premier Empire*, Paris, EHESS, 1979, p. 13.

ceux d'Henry Houssaye et de Louis Madelin, tous deux grands admirateurs de l'Aigle.

De même, il n'existe aucun dépôt d'archives en France qui ne conserve quelques documents sur les Cent-Jours. Chaque revue consacrée à l'histoire locale a publié au moins un article, édité un récit, une chronique ou une correspondance sur 1815. On pourrait facilement se noyer dans ce raz-de-marée bibliographique, sauf qu'à leur manière, ces documents racontent tous la même histoire. Partout, dans les villes et les villages, à l'armée ou chez les bons bourgeois, les cultivateurs, les artistes et les commerçants, la même stupeur, la même incompréhension face au présent. Les textes mentent, les témoins se dérobent, et le langage semble perdre sa valeur. D'un jour à l'autre, l'identité du souverain change, et il devient d'un coup illégal d'acclamer celui que l'on portait aux nues la veille. En feuilletant les rapports de police, on relève des noms d'individus décrits comme séditieux le 19 mars, puis soudain considérés comme fidèles et animés du meilleur esprit le 21 ! En consultant les archives, on comprend à quel point les notions de « bien » et de « mal » ont pu être malmenées, au moins autant que celle de « fidélité ». La trahison n'était qu'une question de date… Pasquier ne dit pas autre chose en évoquant dans ses *Mémoires* les innombrables « adresses » qui clamèrent la fidélité des villes et des villages de la France entière, d'abord au roi, puis à l'empereur, puis au roi à nouveau : « Quand on a traversé les longs jours d'une Révolution, quand on a vu les trônes tomber et se relever, dix formes de gouvernement se succéder, on a pu se convaincre que jamais les adresses n'ont manqué, ni la veille d'une chute, ni le lendemain d'un succès. Il y aurait par trop de naïveté à y attacher encore une ombre d'importance[19]. » Il semble cependant difficile de cartographier la volatilité de ces sentiments[20], que l'on peut au mieux essayer de rendre perceptibles. Devant un tel flot d'informations contradictoires qui se répètent de département en département, il faut faire des choix, traquer les témoignages méconnus ou inédits, et tenter dans le meilleur des cas de suivre la diffusion de nouvelles ou de rumeurs, en remontant par exemple le long des routes que suivaient les diligences.

L'année 1815 doit aussi s'étudier en prenant en compte les processus permanents de reconstruction de la réalité par les témoins,

qui souvent n'ont vu que ce qu'ils voulaient voir. Certains royalistes décrivent Paris au lendemain du retour de l'empereur comme un désert de désolation, alors que ses partisans ont vu une ville en liesse. Aucune écriture des Cent-Jours n'est neutre, les contemporains l'avaient bien compris. Que l'on s'intéresse à l'aventure vécue par l'empereur et son entourage comme l'a fait Thierry Lentz, que l'on privilégie l'habileté d'un Louis XVIII qui n'était pas forcément bien servi par un entourage d'inconscients et de nostalgiques comme Emmanuel de Waresquiel, ou que l'on privilégie l'« esprit de sacrifice » comme Dominique de Villepin n'a au fond aucune importance. Que l'on s'intéresse à l'histoire militaire, politique, diplomatique ou économique, aux hommes, aux idées ou aux destins, la période est suffisamment riche pour appeler toutes sortes d'interprétations, ce qui explique que chaque livre sur les Cent-Jours diffère du précédent. Il y a près d'un siècle, l'historien Émile Le Gallo l'avait annoncé en esquissant son « histoire intérieure » de 1815, dans un livre au ton très républicain : « Il n'est point impossible de la retracer avec un nouvel aspect, d'y découvrir des traits généraux à peine esquissés, d'y définir des faits ignorés mais révélateurs, des états moraux et des aspirations insuffisamment analysés. Ainsi pourront revivre de manière plus concrète Napoléon et ses contemporains de 1815, collaborateurs, partisans ou adversaires, officiers et soldats, nobles et prêtres, bourgeois, paysans, ouvriers[21]. » Somme toute, dans la tradition historiographique française, les Cent-Jours se suivent et ne se ressemblent pas. D'un livre à l'autre, Napoléon quitte l'île d'Elbe, perd à Waterloo et Louis XVIII récupère son trône. Les questions sont plutôt de savoir pourquoi, comment et avec quelles conséquences ?

Durant ces trois mois exceptionnels, le destin des grands hommes se mêle à celui de leurs sujets. On ne peut pas comprendre les Cent-Jours sans en éclairer l'origine, en revenant sur la perte du pouvoir de Napoléon, sur l'échec – par ailleurs relatif – de la Restauration et sur les trouvailles diplomatiques du congrès de Vienne, avant de dérouler le fil de la période, vécue au plus près des hommes. Il faudra suivre tour à tour Napoléon et ses proches, Louis XVIII et les siens, mais aussi les Français confrontés aux revirements politiques, à la guerre et à l'occupation, sans se contenter

d'évoquer comme toujours les seuls Parisiens. Les Cent-Jours ne sont pas que l'aventure de tout un pays, mais un épisode global qui a occupé tout un continent et lui a donné de quoi réfléchir pour un siècle entier. Dans une Europe qui s'apprêtait à tourner la page de l'Empire, ce retour en arrière fut une mauvaise surprise, mais également un moment d'exaltation, qui s'acheva sur une défaite et un exil, mais s'ouvrit sur une légende, fécondant un avenir qui est aussi notre présent.

Chapitre 1er

L'invasion d'un seul homme

> Il était impossible de n'être pas frappé de la grandeur, de la décision, de l'audace dans la marche et de l'habileté prodigieuse déployées par l'empereur, de Cannes jusqu'à Paris. Il est peu étonnant que ses partisans en aient été électrisés et aient retrempé leur zèle à ce foyer du génie. C'est peut-être le plus grand fait personnel accompli par le plus grand homme des temps modernes. […] L'empereur s'était encore une fois confié à son étoile et elle lui avait été fidèle, comme pour servir de flambeau à de plus immenses funérailles.
>
> (A. de Boigne, *Récits d'une tante…*, vol. 2, p. 53-54.)

« Jusqu'à Grenoble j'étais aventurier, à Grenoble, j'étais prince[1] » : à Sainte-Hélène, Napoléon aurait ainsi décrit avec une fierté mêlée de nostalgie le « vol de l'Aigle » qui l'avait porté de Golfe-Juan aux tours de Notre-Dame, un véritable second sacre à ses yeux. Ce voyage lui avait aussi rappelé son retour de Fréjus à Paris en 1799, quand il avait été triomphalement accueilli par les Français lassés du Directoire avant sa prise de pouvoir au 18-Brumaire. Porté par l'enthousiasme populaire, la « véritable » légitimité lui était conférée une nouvelle fois, et la royauté ressuscitée était unanimement rejetée. Cette question de la légitimité occupe une place centrale dans cette épopée de vingt jours : qui, de Napoléon ou des Bourbons, devait régner sur la France ? La réponse n'était pas évidente. Le retour de Louis XVIII sur son

trône ancestral paraissait incongru après presque quinze années de Consulat et d'Empire vécues sur les chapeaux de roue. Que l'on songe à l'anecdote racontée par Jean-Baptiste Barrès, capitaine au 47e régiment de voltigeurs : en permission à Paris en novembre 1814, il alla, comme de nombreux curieux, voir le roi aux Tuileries à la sortie de la messe dominicale, et ne put s'empêcher de crier « Voilà l'empereur ! » en le voyant approcher, avant de se rendre compte de son erreur[2]. Le jeune Lamartine, d'une famille farouchement royaliste, exprime lui aussi cette ambivalence de sentiments qui poussait même les pires détracteurs de Napoléon à l'admirer : « On croyait aux Bourbons, comme on croit à ce que l'on désire. On les désirait comme le remède aux malheurs que cette funeste année [1814] avait accumulés sur la France. On rendait justice cependant à l'héroïsme personnel de l'empereur Napoléon durant cette dernière campagne. L'Empire tombait, mais l'empereur avait grandi sur les ruines de son trône[3]. » Un observateur anglais qui voyagea en France en 1814 avait lui aussi ressenti de l'admiration en découvrant les effets de l'administration napoléonienne, qui en quelques années avait transformé ces agités de Français : « Des idées révolutionnaires et républicaines, il a tourné leur attention vers l'agriculture, l'industrie, les Beaux-Arts, l'administration, l'armée, la promotion au mérite des militaires[4]. » Au contraire, le retour des Bourbons, avec leur cohorte de traditions surannées, d'aristocrates oisifs et de solliciteurs avides, mécontenta tous ceux qui détestaient l'ancienne dynastie. La Restauration n'était pourtant ni un nouvel avatar de l'Empire autoritaire, ni un retour à l'Ancien Régime, ni même un régime à l'anglaise. Ne rentrant dans aucune case, la monarchie ressuscitée était considérée au mieux comme un compromis habile, au pis comme un système transitoire. En évoquant Daru, l'ancien ministre-secrétaire d'État de Napoléon, Barante explique par exemple que « la Restauration devait lui déplaire profondément. Tout ce qu'elle ramenait de vanités d'Ancien Régime, le dérangement qu'elle apportait au bel ordre et à la discipline impériale, l'incapacité et la légèreté dans la haute administration, enfin les institutions libérales elles-mêmes, rien de tout cela ne pouvait lui convenir[5] ». Cette désillusion largement répandue, ouvrant la voie au retour inattendu

de l'empereur, n'avait rien de surprenant. En moins d'un an, Louis XVIII avait déçu trop de monde.

On peut poser la question sous un autre angle, celui des apparences et des honneurs du pouvoir. Louis XVIII, en quittant Paris à la dérobée puis en semant sa Maison militaire sur les routes du nord de la France, donna l'impression d'avoir abandonné sa dignité royale, tel son frère en fuite lors de l'épisode de Varennes en 1791, selon le parallèle esquissé par Mona Ozouf[6]. À rebours de ce spectacle si peu glorieux, Napoléon, humilié en 1814, réussit à gravir à nouveau, à mains nues, les marches du trône, en s'exposant avec courage puis en se réinstallant aux Tuileries comme si de rien n'était. Personne n'aurait pu croire à un tel coup du sort, surtout pas après le retour triomphal de Louis XVIII à Paris en 1814, fort seulement d'une promesse : remplacer la gloire ternie de l'Empire par le repos et la liberté dont la France rêvait. Comme l'écrit Pasquier, « paix extérieure, paix intérieure, voilà ce que tout le monde attendait[7] ». Et pourtant, comme l'écrit un autre témoin, « 1814 était gros de 1815, l'un était étroitement uni à l'autre, tout ce qui vient à éclore à la seconde Restauration était en germe dans la première. Le même génie, infernal et rongeur, les dirigea toutes deux[8] ».

Le repos de l'Aigle

Pour comprendre les Cent-Jours, il faut donc remonter en arrière, comme l'empereur le fit en dictant ses *Mémoires* sur 1815 à Sainte-Hélène, et évoquer la première chute de l'Empire en 1814. De janvier à mars, la campagne de France avait vu s'affronter les 60 000 hommes qui restaient à Napoléon aux 350 000 soldats mobilisés par l'Autriche, la Russie, l'Angleterre, la Prusse et la Suède. L'Aigle avait été abandonné par tous ses alliés, y compris par son beau-frère Murat, roi de Naples, qui venait de signer un traité d'alliance avec l'Autriche avant de lui déclarer la guerre en janvier. Malgré quelques victoires remportées dans les plaines de Champagne, dans la Marne et la vallée de la Seine au cours d'une campagne-éclair, l'ancien maître de l'Europe ne

parvint pas à arrêter l'avancée des Alliés sur Paris, qui se rendit le 30 mars. Furieux et plus belliqueux que jamais, il se replia à Fontainebleau, décidé à attaquer sa propre capitale. Le 2 avril, le Sénat le déclara déchu et rappela les Bourbons, alors que le rusé Talleyrand prenait la tête d'un gouvernement provisoire qui s'installa dans son hôtel de la rue Saint-Florentin.

Le 4, après une scène qui le vit s'opposer à ses maréchaux lassés de la guerre, Napoléon se décida à abdiquer des trônes de France et d'Italie. Le 13 avril, il signa sa renonciation définitive en ratifiant un traité négocié avec les Alliés qui lui garantissait la souveraineté de l'île d'Elbe avec le titre d'empereur et une rente de deux millions par an payée par la France. L'offre était inespérée : le tsar Alexandre, toujours chevaleresque, avait tenu à respecter sa parole donnée dans un bref instant d'inattention en évoquant Elbe lors d'une conversation avec Caulaincourt, le ministre des Relations extérieures du défunt gouvernement impérial, chargé de négocier les conditions du « retrait » du vaincu. Talleyrand s'en était inquiété, l'île étant proche des côtes de France et d'Italie. Sans doute, pensait-il, eût-il mieux valu l'envoyer aux États-Unis. Les Alliés avaient ainsi réservé à leur ennemi un sort plus que favorable. Toute la famille impériale devait hériter de pensions versées par la France et Marie-Louise allait devenir duchesse de Parme, son fils devant lui succéder. Passer d'un Empire de 130 départements à une sous-préfecture ne devait pourtant pas être facile à accepter pour un homme comme Napoléon. Un bref accès de désespoir le poussa à tenter de se suicider dans la soirée du 12 au 13 avril, ce qui donna lieu à une scène de tragicomédie. L'Aigle n'en finissait pas de vomir, tout en récitant à Caulaincourt des tirades grandiloquentes. Au bout de quelques heures, il lui fallut se rendre à l'évidence : le poison était éventé et n'avait fait que le rendre malade[9].

L'empereur retrouva rapidement ses esprits : « J'ai pris mon parti. […] Je vivrai, puisque la mort ne veut pas plus de moi dans mon lit que sur le champ de bataille. Il y aura aussi du courage à supporter la vie après de tels événements. J'écrirai l'histoire des braves[10] ! » Il reçut le 17 avril les commissaires chargés de l'escorter dans sa nouvelle principauté : le général Koller, envoyé par l'Autriche, le comte de Waldburg-Truchess, choisi

par la Prusse, le général Schouvalov, aide de camp du tsar, et le colonel Campbell, d'une vieille famille écossaise, représentant l'Angleterre. Les quatre hommes furent surpris de trouver le palais fonctionnant comme lors des voyages de cour, avec les chambellans et domestiques à leurs postes dans les appartements, veillant au strict respect de l'étiquette. Napoléon agissait comme s'il n'avait pas abdiqué, espérant peut-être follement que les Chambres le rappelleraient. Il cherchait par tous les moyens à repousser son départ, en réclamant à cors et à cri que Marie-Louise, réfugiée à Rambouillet sous la protection de son père, le rejoignît avec leur fils, alors qu'il avait déjà accepté qu'elle aille se reposer dans sa famille à Vienne quelques jours plus tôt. Napoléon semble même avoir été victime d'une brève crise de paranoïa. Campbell raconte l'avoir vu assister à la messe à Fontainebleau en jetant autour de lui des regards effrayés, comme s'il eût craint une tentative d'assassinat[11]. L'empereur faisait aussi empaqueter une partie du mobilier et du matériel du château, tout en tentant de convaincre ses vieux serviteurs de le suivre en exil. C'était pour lui un moyen de sauvegarder du mieux qu'il le pouvait la « bulle protectrice » qui l'isolait des tracas de la vie quotidienne et des dangers de l'extérieur[12]. Il était, contrairement à ce que l'on pense, un homme d'habitudes, casanier et supportant peu le changement. Malheureusement pour lui, la plupart de ses proches s'étaient empressés de fuir : d'abord les maréchaux pressés de prêter allégeance au roi, puis son valet de chambre Constant, son mamelouk Roustam et enfin son secrétaire Fain. Comme l'écrit Lamartine, « il partait vaincu, humilié, trahi, abandonné, irrité, aigri, feignant à peine et feignant mal une résignation forcée à l'ingratitude et à la lâcheté de ses lieutenants, accusant son peuple, maudissant ses frères, regrettant sa femme, son fils, ses palais, ses couronnes[13] ».

Le matin du 20 avril, dans une scène demeurée célèbre, l'empereur descendit le grand escalier de la cour du Cheval-Blanc et prononça son discours d'adieu à sa Garde. Tout de suite après, le cortège impérial s'ébranla. « Comme aux plus beaux jours de l'épopée[14] », le convoi était constitué de 14 voitures tirées par 60 chevaux et protégées par 600 grenadiers de la Garde. Il passa à Nemours puis à Briare le 20 avril, à La Charité-sur-Loire et à

Nevers le 21. Fiévée, le préfet de la Nièvre, avait regagné Paris en diffusant une proclamation où il « traînait son ancien maître dans la boue[15] ». L'empereur fut pourtant acclamé. Ravi de cet accueil, il décida qu'il voyagerait désormais sans escorte, ne conservant qu'une vingtaine de cavaliers pour lui rendre les honneurs militaires. Le lendemain, le convoi passa à Villeneuve-sur-Allier, Moulins, Roanne, puis Tarare où Napoléon harangua les autorités locales. À Lyon, où il fut accueilli par la municipalité avec discours du maire et défilé de la garde nationale, tout sembla se passer comme dans un rêve, celui d'un Empire qui continuait à vivre malgré sa chute.

Le 24 au matin, en passant entre Saint-Vallier et Valence, le cortège de l'empereur rencontra le maréchal Augereau : leur entrevue fut houleuse, Napoléon ne pouvant lui pardonner d'avoir si facilement laissé Lyon tomber aux mains des Alliés en avril. Certes, le duc de Castiglione, dont les cheveux étaient blancs, n'était plus le jeune aventurier exalté par les idées jacobines d'autrefois, mais l'empereur, en lui reprochant de s'être laissé amollir par les honneurs et les richesses, oubliait qu'il avait exigé de lui l'impossible en lui ordonnant de repousser les Autrichiens qui envahissaient le Jura, la Savoie, la Bourgogne et le Lyonnais avec une poignée d'hommes sans fusils et sans chevaux. Les deux hommes échangèrent hypocritement une accolade, mais la rupture était définitive. Devant les risques d'émeute, les autorités locales lui conseillèrent de partir sans tarder. Le vaincu ne fit donc que traverser son ancienne ville de garnison. À Donzère, où les voitures passèrent dans la nuit, on entendit pour la première fois crier « À bas Napoléon ! ». Le convoi arrivait aux portes de la Provence, une région que l'empereur connaissait bien, puisqu'il y avait remporté ses premiers succès à Toulon en 1793. Presque quinze ans plus tard, il devait au contraire y vivre un véritable chemin de croix.

À 6 heures du matin à Avignon, plusieurs milliers de personnes entourèrent sa voiture en le menaçant sabre à la main. Il fut sauvé par l'intervention d'un officier de la garde nationale qui harangua la foule, permettant au cocher de s'échapper. Peu après, les voitures croisèrent une malle-poste dont le conducteur avertit du danger qui attendait le « fugitif » au village d'Orgon. Joseph Vernet, un courrier des grandes écuries, fut désigné volontaire

pour enfiler l'uniforme de Napoléon et prendre sa place dans la voiture. Déguisé en domestique, le vainqueur d'Austerlitz traversa Orgon au galop. Il n'a donc jamais été violenté, contrairement à une légende tenace. En revanche, à leur passage quelques minutes plus tard, ses voitures furent caillassées et la foule le brûla en effigie[16].

Seul pour la première fois depuis des années, Napoléon traversa au triple galop Sénas et Lambesc où les habitants étaient tout aussi hostiles. À Saint-Cannat, où il changea de cheval, il aurait trouvé une « trentaine de personnes de mauvaise mine qui se chauffaient au soleil, et demandaient ce qu'il y avait de nouveau et si la voiture de l'empereur passerait dans la journée. Il faisait une brise du nord assez fraîche, une poussière comme il y en a sur le sol de Provence ». Ce passage de ses *Mémoires*, où il relate cette terrible journée, est de loin le plus personnel de tous ceux qu'il dicta à Sainte-Hélène[17]. Effrayé, il continua son trajet en solitaire sur sa monture fourbue. Deux heures plus tard, il arriva près d'Aix, mais eut peur d'être reconnu et rétrograda jusqu'au relais précédent, à l'auberge de La Calade. Napoléon avait fait 55 kilomètres à cheval depuis le matin. Épuisé, n'osant rien manger de peur d'être empoisonné, il dut subir un discours de la patronne de l'auberge, qui se disait prête à « boire le sang » de l'Ogre[18]. Anéanti par les émotions, il fondit en larmes en voyant arriver sa suite : dans toute l'histoire de sa vie, il s'agit d'un de ses rares moments de faiblesse. Habitué depuis le Directoire à toujours être entouré et protégé, il avait vécu un enfer, éveillant même la pitié du Prussien Waldburg-Truchess, qui pourtant le détestait : « Il alla jusqu'à nous prier de voir s'il n'y aurait point quelque part une porte secrète par où il pourrait s'évader […]. Au moindre bruit, il se levait tout effrayé et changeait de couleur. Après le dîner, nous le laissâmes seul, en allant et venant, nous le trouvions souvent en pleurs[19]. » L'épisode d'Orgon marqua profondément Napoléon. À Sainte-Hélène, il en parlait encore comme de la preuve d'un complot royaliste, accusant notamment les agents de Talleyrand d'avoir voulu en finir avec lui*. Il devait en tenir

* L'Histoire lui a donné en partie raison, puisque plusieurs agents royalistes, le « lieutenant-colonel Mollot » et le chef de bande royaliste Durel, tentèrent

compte dans le choix de son itinéraire au moment de partir à nouveau à la rencontre des Français moins d'un an plus tard.

Dès l'aube, un peu reposé, il revêtit l'uniforme du général Koller, quelqu'un prenant sa place dans sa berline avec sa redingote et son bicorne. À la sortie de l'auberge, une foule hostile, avec des pièces de monnaie en main, tenta de reconnaître son profil. Quelques heures plus tard, il s'arrêta au Logis du Mouton, dans la grande rue du village de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume où son frère Lucien avait jadis vécu*. Dans l'après-midi, Napoléon arriva au château du Luc, où s'était réfugiée sa sœur Pauline, qu'il invita à le rejoindre à l'île d'Elbe. Terrorisés, plusieurs domestiques s'enfuirent. L'un d'entre eux vola la cassette du maître d'hôtel de l'empereur qui contenait 60 000 francs. Comme une garnison autrichienne occupait le parc du château, Koller put mobiliser quelques centaines de soldats pour quadriller la route de Fréjus. L'empereur s'installa à l'auberge du Chapeau rouge, où il avait logé en débarquant d'Égypte en 1799, et reçut Thomas Ussher, commandant de l'*Undaunted*, une frégate anglaise réquisitionnée par Campbell. La frégate l'*Inconstant* et le brick *La Dryade*, mis à disposition par le gouvernement provisoire et qui l'attendaient à Saint-Tropez, transportèrent les bagages.

Napoléon devait embarquer le 28 avril, mais l'émotion à l'idée de quitter la France – ou peut-être le homard du dîner de la veille[20] – le rendit malade. À 20 heures, il se décida enfin à partir et retrouva vite sa superbe face aux marins qui avaient reçu l'ordre de le traiter en souverain[21]. Napoléon mit à profit la traversée pour lire le pamphlet incendiaire de Chateaubriand, *De Buonaparte et des Bourbons*, ainsi que le *Voyage à l'île d'Elbe*

---

effectivement de faire éclater une série d'émeutes sur le passage de Napoléon en Provence, en projetant de l'assassiner. Durel aurait même été présent à Orgon (*Correspondance de Napoléon Ier*…, vol. 31, p. 7 ; T. Lentz, *Nouvelle Histoire*…, vol. 4, p. 165).

* Lucien Bonaparte avait été employé à Saint-Maximin comme garde-magasin dans l'administration militaire. En 1794, il avait épousé Christine Boyer, la fille de l'aubergiste du village. Lucien ayant été élu député de l'assemblée des Cinq-Cents à la fin du Directoire, elle le suivit à Paris, mais mourut en mai 1800.

d'Arsenne Thiébaut, paru en 1808, qui contenait de précieuses informations sur l'industrie minière et l'agriculture. Son entourage fit mine d'oublier ses accès de panique des jours précédents, même si, de retour à Paris, Koller s'empressa de tout raconter dans les salons : « Le grand homme s'est conduit comme un pleutre dans son voyage et a manqué d'être assassiné, lapidé, pendu dans le Midi de la France[22]… »

Napoléon débarqua le 3 mai à l'île d'Elbe, pauvre petite île de 27,5 kilomètres de long sur 18 de large, peuplée d'environ 12 000 âmes. La seule richesse était le minerai de fer, exploité à Rio Marina. L'agriculture y était négligeable, les vignes seules produisant un peu de vin blanc, mais la pêche y était abondante. Les nouvelles circulaient lentement : le général Dalesme, qui commandait la garnison, avait mis Portoferraio en état de siège le 16 avril, et il tomba des nues en voyant Napoléon arriver quelques jours plus tard[23]. Les 900 soldats de la Garde qui avaient voyagé séparément depuis Fontainebleau en passant par La Spezia arrivèrent le 26 mai. Ils rejoignirent les 300 volontaires levés pour la défense de l'île, parmi lesquels de nombreux Corses, et un bataillon chargé du maintien de l'ordre, portant la petite armée de l'« empereur » à un effectif de 1 500 hommes. Le général Antoine Drouot devint gouverneur militaire et fit office de ministre de la Guerre. Nommé grand maréchal du palais en décembre 1813, le fidèle général Henri-Gatien Bertrand joua le rôle de ministre de l'Intérieur, tandis que le trésorier Guillaume Peyrusse officia comme ministre des Finances. Le général Cambronne, qui commandait la Garde impériale, et André Pons de l'Hérault, le directeur des mines de l'île, vinrent compléter ce gouvernement miniature. En quelques semaines, l'administration et la justice furent réformées, de nouvelles routes tracées, des arbres plantés. La pêche fut encouragée, les hôpitaux et l'adduction d'eau modernisés, et l'on commença à construire un lazaret. Le « roi de l'île d'Elbe » ne tarda pas à agrandir son modeste domaine en annexant deux îlots voisins, Palmaiola et Pianosa.

Durant son règne insulaire, Napoléon tint constamment à souligner son rang malgré l'étroitesse de son « royaume », la faiblesse de ses troupes et l'étranglement de ses ressources financières.

Dès le 21 mai, il s'installa à la villa des Mulini, sur les hauteurs de Portoferraio, qui devint palais impérial, meublé avec du mobilier « emprunté » à sa sœur Élisa, qui possédait une résidence sur la côte de Livourne. Il y fit aménager une salle de spectacle et des jardins. Napoléon acheta ensuite la villa San Martino, le « Saint-Cloud elbois », qui devait servir de palais de campagne, une maison à Porto Longone, une autre à Rio Marina et enfin un ermitage, La Madone, à Marciana, dans le centre montagneux de l'île. La vie reprit son cours, comme un écho de celle de Paris. Il y eut tous les midis une parade sur la place d'armes, comme autrefois devant les Tuileries. Napoléon reconstitua une cour où s'affairaient 67 domestiques. Il nomma des chambellans et organisa un grand lever chaque dimanche, des audiences solennelles, des bals ou cercles de cour, avec un « cérémonial comme aux Tuileries, mais en diminutif ». Le 15 août 1814, on célébra l'anniversaire de l'empereur avec un bal où 200 invités contemplèrent un grand feu d'artifice. Napoléon, vêtu d'un frac bourgeois et d'un chapeau rond, se mêla à la foule. Ces fastes restaient modestes : quelques semaines plus tard, l'empereur prit ainsi part à la traditionnelle pêche au thon, un harpon à la main[24].

Elbe méritait son surnom d'« île du repos », même si le repos est souvent l'antichambre de l'ennui. Ses grognards, employés à des travaux de voirie, se qualifiaient d'« esclaves » et quelques-uns désertèrent à la fin de l'été. Les autres s'enivraient, se battaient, terrorisaient les habitants ou les voyageurs en recherchant d'hypothétiques conspirateurs royalistes. Ces tracas ne pesaient pourtant guère dans la balance. L'empereur, sur le pied de guerre depuis juin 1812, était ressorti épuisé de la campagne de France. Il eut enfin le temps de se reposer. Le climat lui réussissait parfaitement et les paysages lui rappelaient sa Corse natale, dont il pouvait apercevoir les côtes par beau temps.

Son nouveau valet de chambre, Marchand, fils de la berceuse du roi de Rome, qui découvrit le caractère de son maître durant ces quelques mois, fut frappé de son affabilité. Il voyait l'empereur chantonner de vieux refrains révolutionnaires en se rasant le matin, se prélasser dans sa baignoire, taquiner sa mère et sa sœur Pauline venues le rejoindre, ou passer de longues soirées à tricher

en jouant aux cartes avec Bertrand. Son récit concorde avec celui de l'ancien piqueur des écuries Louis-Étienne Saint-Denis, nommé second valet de chambre, qui avait hérité du sobriquet de « mamelouk Ali ». Ses journées s'écoulaient « dans les plus douces occupations ; toutes ses heures étaient remplies. Cette inaltérable activité, qu'en d'autres temps il appliquait aux plus vastes conceptions du génie, il l'employait alors à l'étude, à l'embellissement du séjour qu'il se créait[25] ». Un officier de la Garde raconte avoir vu Napoléon s'adonner « entièrement à la lecture, il lisait beaucoup les ouvrages grecs[26] ». Un autre témoin répète que l'empereur se levait à 4 heures du matin, galopait jusqu'à San Martino d'où il rentrait en fin de matinée pour déjeuner, s'occupait des affaires de l'île, se promenait ensuite avec Pauline, retournait passer la soirée dans sa villa d'où il ne rentrait parfois que tard dans la nuit. Si ce rythme de vie épuisait le pauvre Bertrand, il semblait parfaitement réussir à l'empereur[27].

Tout en goûtant aux joies d'une vie paisible, Napoléon continuait à jouer au monarque, réclamant par exemple de diriger la réforme agraire de l'île. Il entreprit de donner des conseils aux cultivateurs, qui firent peu de cas de ses opinions farfelues. Loin de rester inactif, il eut même le temps de commencer à « rassembler tous les bulletins de sa campagne d'Italie pour faire l'histoire de sa vie militaire[28] ». Cependant, il ne commença pas à dicter ses *Mémoires*, contrairement à ce qu'il avait annoncé à Fontainebleau, preuve qu'il ne succombait pas à la nostalgie et qu'il restait aux aguets. S'il tenta de faire venir Marie-Louise à l'île d'Elbe, il comprit vite que celle-ci n'avait plus l'intention de le rejoindre… Il était en partie responsable de cette absence. Les 1er et 2 septembre, Marie Walewska, son « épouse polonaise », était venue le voir avec leur fils, le petit Charles, né en 1808. Le bruit de sa visite courut dans toute l'Europe, éveillant les moqueries des chancelleries étrangères tout en mortifiant Marie-Louise, qui resta à Vienne et se consola dans les bras du général Neipperg.

À la fin de l'été, l'empereur et son entourage s'inquiétèrent de quelques rumeurs selon lesquelles le général Bruslart, gouverneur militaire de la Corse, s'était allié avec les pirates d'Alger pour attaquer l'île. Cet ancien chouan avait en effet reçu comme instructions officieuses de Louis XVIII de se débarrasser de Napoléon.

Il s'agissait d'une fausse alerte, même si Portoferraio grouillait d'espions à la solde de la France et de l'Angleterre. Des quatre commissaires étrangers venus le rejoindre à Fontainebleau en 1814, le colonel Campbell était resté sur place, jouant le rôle de « surveillant » pour le compte des Alliés. Sa surveillance restait cependant assez lâche puisqu'il se rendait régulièrement à Livourne, Lucques ou même Florence retrouver sa maîtresse, la comtesse Miniacci. L'île était en outre visitée par une foultitude de riches Anglais, souvent admiratifs, tel John Henry Vivian, parti de Londres fin 1814 avec la ferme intention de rencontrer l'« homme le plus extraordinaire à avoir jamais dirigé un Empire[29] ». Voyant des groupes de touristes se promener autour des Mulini et de San Martino, Napoléon finit par comprendre qu'il était devenu un objet de curiosité, ce qui semble lui avoir profondément déplu. Néanmoins, les voyageurs de haute extraction furent toujours bien accueillis, l'empereur se montrant impatient de les interroger sur l'état de l'opinion en France et en Angleterre. Lord Ebrington, ancien aide de camp de Wellington, fut ainsi chaleureusement reçu et il lui posa de nombreuses questions sur la France[30]. On peut aussi citer William Crackanthorpe, qui venait de terminer ses études à Cambridge et qui fut accueilli un soir par le vainqueur d'Austerlitz. Le jeune Anglais s'émerveilla d'abord de sa joie de vivre et de sa *« gentlemanlike manner »*, puis lui trouva l'air légèrement effrayant. La cordialité n'était qu'un masque et l'empereur nourrissait une terrible rancœur d'être ainsi visité par ses vainqueurs dans son palais misérable : « Notre audience fut des plus charmantes et pourtant j'eus l'impression de voir une bête sauvage dans sa cage. » Il le décrit d'ailleurs comme un personnage peu recommandable, doué d'un esprit petit, cruel, obstiné et revanchard, et dépourvu des qualités qui font les véritables héros[31].

Les comptes du trésorier Peyrusse permettent de suivre au jour le jour les dépenses de Napoléon[32], qui était de plus en plus attentif à l'argent. L'entretien de sa petite armée coûtait cher, la réserve apportée de France s'amenuisait rapidement, les revenus des mines de l'île n'étaient pas aussi élevés que prévus et le gouvernement de Louis XVIII tardait à verser la rente promise par le traité de Paris. L'empereur ne semblait pourtant guère s'en

émouvoir. Il répétait à qui voulait l'entendre qu'il s'était assagi et ne voulait plus se mêler des affaires du continent. Même les nouvelles de la Toscane, de Rome et de Gênes où l'on regrettait déjà son règne le laissèrent indifférent. L'ancien conseiller d'État napolitain Melchiorre Delfico évoque, dans un livre paru en 1825, l'existence d'un « comité secret » qui rêvait de rétablir l'Empire romain avec Napoléon à la tête d'une monarchie constitutionnelle, le tout grâce à la complicité de Murat : un émissaire envoyé à Elbe ne parvint pas à convaincre l'intéressé de tenter un débarquement en Italie[33]. L'empereur était peut-être dégoûté de la politique, mais il regardait malgré tout du côté de la France, suivant avec intérêt les premiers pas de Louis XVIII au pouvoir, tout en affirmant qu'il « ne croyait pas à la durée du nouveau régime, [que] les Jacobins et les républicains devaient prochainement reprendre le dessus ; mais lui, Napoléon, montrerait alors qu'il était au-dessus des événements et qu'il désirait vivre heureux dans son île[34] ».

Entre la déception du présent et la crainte du futur

Alors que Napoléon jouait les jardiniers à l'île d'Elbe, à Paris, la monarchie restaurée se soumettait à l'épreuve des faits. En exécutant Louis XVI le 21 janvier 1793, les Montagnards avaient cru rendre impossible tout retour à la royauté ; après eux, les thermidoriens et les hommes du Directoire s'étaient persuadés que le maintien des acquis révolutionnaires était incompatible avec un trône : en résumé, hérédité et égalité étaient considérées comme deux notions irréconciliables. À rebours de ce raisonnement, le Premier consul avait voulu montrer que la concentration du pouvoir entre les mains d'un homme fort était seule à même de sauvegarder l'œuvre de la Révolution. La personnalisation de l'autorité, facteur rassurant pour les notables, et l'exaltation des nouvelles valeurs auxquelles les Français s'étaient attachés constituaient les deux socles de sa politique, qui continuait, par ses conquêtes incessantes, celles de 1792. Napoléon avait imposé son élévation à l'Empire sur l'affirmation de ce paradoxe que seule

une monarchie pouvait sauver la Révolution : jusqu'en 1806, on avait pu lire sur les pièces de monnaie « Napoléon empereur – République française ». Cependant, sa pratique du pouvoir autoritaire avait fini par faire voler en éclats ce fragile équilibre. La domestication des rois de l'Europe, la continuation de la guerre par le Blocus continental, les ponctions cruelles imposées par la conscription avaient plongé l'Empire dans une crise que les victoires symboliques du mariage avec Marie-Louise et de la naissance du roi de Rome n'avaient pu enrayer.

À la veille de la campagne de Russie, Napoléon était peut-être le maître de l'Europe, mais son trône était instable. Ses alliés se lassaient de lui, ses sujets ne voulaient plus de la guerre et rêvaient de prospérité. La catastrophe de 1812, dont il était le premier responsable, puis les défaites de 1813 avaient fait plus que réveiller l'opposition de quelques royalistes. Les notables eux-mêmes, ses « masses de granit », commencèrent à lui chercher un successeur. Bernadotte, l'ex-maréchal d'Empire devenu prince héritier de Suède, avait d'ailleurs manifesté son intérêt. Le bon accueil réservé au duc d'Angoulême à Bordeaux en mars 1814 avait cependant montré que l'ancienne dynastie n'était pas oubliée. La solution bourbonienne, encouragée par Talleyrand, parut à ce moment comme la moins mauvaise… à condition de ménager les forces en présence. Le roi releva le gant et tenta d'opérer une fusion entre les élites de l'Empire et l'émigration, en faisant preuve de pragmatisme mais aussi d'une bonne dose de maladresse. Il ne lui était pas facile, après un quart de siècle en exil, d'« apprivoiser la Révolution[35] », d'autant plus qu'une partie de ses fidèles « supportaient mal les innovations » et souhaitaient « retrouver le passé comme [ils l'avaient] laissé »[36].

Le 12 avril, le comte d'Artois, nommé par son frère « lieutenant général du royaume », fit une entrée triomphale dans Paris. « Quelques draps pendillant aux fenêtres des familiers de la cour impériale faisaient croire aux bons Cosaques qu'il y avait autant de lys dans les cœurs des bonapartistes convertis que de chiffons blancs à leurs croisées. C'est merveille en France que la contagion[37] », écrit cruellement Chateaubriand. Les anciens sujets de Napoléon, sans doute peu nombreux à être épris de la légitimité bourbonienne, étaient surtout prêts à acclamer quiconque

leur apporterait la paix. Ce cavalier élégant sut se faire apprécier des Parisiens par ses sourires chevalins. Aucune de ses prises de parole en public n'étant à la hauteur, le conseiller d'État Jacques-Claude Beugnot, ministre provisoire de l'Intérieur, prit sa plus belle plume pour écrire un « discours » que publia le *Moniteur*, autant pour les contemporains que pour la postérité : « Plus de divisions. La paix et la France. Je la revois, et rien n'est changé, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus[38]. » La formule plut au très aristocratique faubourg Saint-Germain comme aux ouvriers du faubourg Saint-Antoine. Prenant la tête du gouvernement provisoire, Artois enchanta les Français en promettant inconsidérément de mettre fin aux droits réunis*. Les caisses de l'État étant vides, le Diable boiteux savait que cet engagement ne pourrait être tenu. Il conseilla aussi au frère du roi de renoncer à la cocarde blanche et d'adopter le drapeau tricolore, conseil qui fut peu goûté.

Le 29 avril à Compiègne, Louis XVIII fut accueilli avec déférence par les maréchaux de Napoléon. Le 2 mai, les grands notables déçus par le régime impérial – représentés par une députation du Sénat – vinrent accueillir le roi à Saint-Ouen pour lui proposer un projet de Constitution rédigé à la hâte. Il refusa le texte sous sa forme**, tout en déclarant habilement en accepter l'esprit. La réponse du monarque, par son seul préambule, semblait effacer le quart de siècle écoulé : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui verront les présentes, salut. Rappelé par l'amour de notre peuple au trône de nos ancêtres, éclairé par les malheurs de la nation… » En dépit

---

* Créée en 1804, la Régie des droits réunis percevait les taxes sur les boissons, l'impôt sur les voitures publiques, les droits sur les cartes à jouer et sur la garantie des objets d'or et d'argent, mais aussi les droits sur la navigation intérieure, les bacs, bateaux et canaux, les droits d'octroi, les droits sur les sels, l'achat, la fabrication et la vente des tabacs, et enfin les droits sur la vente de poudre pour armes à feu. Au lieu de la supprimer et de faire disparaître les droits afférents, la Restauration se contenta de la rebaptiser Direction générale des contributions indirectes.

** Le projet de constitution sénatoriale du 6 avril 1814 prévoyait que le roi, le Corps législatif et le Sénat pourraient tous trois concourir à la rédaction des lois, ce qui semblait inadmissible à Louis XVIII, la légitimité ne pouvant se diviser.

de cette rhétorique passéiste, la « déclaration de Saint-Ouen » leva toutes les ambiguïtés. Le roi admit le principe de la séparation des pouvoirs et l'existence d'une représentation nationale, reconnut les libertés individuelles, accepta la vente des biens nationaux, réfuta tout retour à une société fondée sur les ordres et les privilèges. Il déçut ses proches, mais, trop heureux de rentrer en France, ceux-ci tâchèrent de faire bonne figure tout en n'en pensant pas moins[39].

Le 4 juin, après quelques jours de travail, Louis XVIII octroya la Charte, qui portait conjointement la marque de sa volonté de conciliation et de son attachement aux formes anciennes. L'idée de donner une Charte à la France n'était pas neuve, puisqu'on retrouve quelques projets de constitution datés de 1797 où l'entourage du roi en exil avait tenté d'associer les aspirations révolutionnaires avec le fatras des édits, ordonnances et lois fondamentales hérités des siècles passés, peu avant la diffusion de la proclamation de Blankenburg, dans laquelle Louis XVIII appelait la France à revenir à la monarchie de ses ancêtres tout en admettant timidement la nécessité de mener quelques réformes[40]. En 1814 au contraire, les royalistes firent un gigantesque pas en avant, avec ce qui apparaissait comme un « traité de paix[41] » entre les deux France. Ce texte a souvent été critiqué, y compris par ceux qui avaient intérêt à le défendre. Le comte de Corbières, un royaliste ultra, voyait par exemple dans ces institutions inspirées du modèle anglais un vestige des rêves de cette « génération insouciante qui avait fait la Révolution comme elle inventait les modes[42] », celle des monarchiens, ces royalistes modérés de 1789 dont Talleyrand ou l'abbé de Montesquiou étaient de parfaits représentants. Cependant, comme le concéda plus tard le vieux conventionnel Marc-Antoine Baudot, la Charte était bel et bien « fille de la Révolution[43] ». Rédigée à la va-vite, elle devait, malgré son nom archaïque, servir de constitution à la France jusqu'en 1848. Loin d'être « courte et obscure » comme l'avait préconisé Bonaparte après le 18-Brumaire, elle imposait clairement une séparation des pouvoirs, reconnaissait les principaux acquis de la Révolution et entérinait l'existence de la noblesse d'Empire. La justice était indépendante, les libertés de la presse, des cultes et de conscience garanties. S'inspirant du modèle anglais, la France

héritait de deux Chambres, qui pouvaient voter l'impôt mais devant qui les ministres n'étaient pas responsables. Le Corps législatif de l'Empire fut ainsi conservé et le Sénat remplacé par une Chambre des pairs où vinrent siéger la plupart de ses anciens membres, qui formaient une « aristocratie de la richesse, du mérite personnel et de la gloire[44] ». Le camp libéral applaudit à la promulgation de ce texte, à l'instar de Benjamin Constant qui félicita Talleyrand d'avoir « à la fois brisé la tyrannie et jeté les bases de la liberté[45] ».

En se réinstallant aux Tuileries, le roi avait adopté un mot d'ordre des plus rassurants – « pardon et oubli » – qui laissait augurer d'une réconciliation nationale. Cependant, le feu de la discorde couvait sous la cendre. La Charte n'avait été qu'« octroyée », devenant donc le fruit du libre consentement du monarque et non un contrat entre la Nation et le roi comme avait pu l'être la Constitution de 1791. Le terme même de « Charte » faisait sans doute moins référence à la « Grande Charte » anglaise de 1215 qui garantissait les libertés individuelles qu'aux textes législatifs promulgués par les rois de France depuis le Moyen Âge. Elle ne représentait dans cette lignée rien de plus qu'un aménagement d'un pouvoir royal dont la continuité n'avait jamais été remise en question depuis Pharamond. N'était-elle pas datée de la dix-neuvième année du règne de Louis XVIII ? Cette négation de toute interruption dynastique, source de la légitimité du roi, était une question capitale, même si elle devait peu intéresser la plupart des Français de 1814. Les lubies gothiques du roi purent passer pour un simple caprice, accordé à un souverain vieillissant.

Bien qu'imparfaite, la Charte forgeait malgré tout un bon compromis puisqu'elle donnait à tous les camps des motifs de satisfaction. La religion catholique avait ainsi été rétablie comme religion d'État et le drapeau blanc flottait à nouveau, gages envers les royalistes les plus durs. Autre signe positif pour le camp d'en face, l'appareil administratif n'avait connu que peu de bouleversements. Les révocations furent limitées à quelques préfets et conseillers d'État, tandis que les portefeuilles ministériels étaient tombés entre les mains de monarchistes de toutes sensibilités, des modérés aux intransigeants, secondés par quelques hommes de l'Empire ralliés, tel Talleyrand. Seul le début d'épuration de

la magistrature, qui contredisait le principe de l'inamovibilité des juges, émut les Chambres à la fin de l'année, même si le roi s'était contenté de révoquer quelques individus particulièrement virulents à l'époque de la Terreur[46].

L'avènement d'un nouveau régime entraîna cependant une recomposition complète du paysage politique, après des années passées sans la moindre opposition. Le roi avait désormais des partisans et des détracteurs, à l'intérieur comme à l'extérieur des Chambres. Il semblait tolérer les critiques… à défaut de les prendre en compte. Même si les Cent-Jours agirent comme un révélateur des courants structurels de la vie politique française, le schéma était déjà esquissé. Les royalistes se divisaient entre les « ultras », qui rêvaient d'un retour plus ou moins rapide à la société ancestrale, les constitutionnels, pour qui la Charte était un *terminus ad quem*, et les libéraux, pour qui elle ne constituait qu'un point de départ. Enfin, aux marges de la vie politique, quelques républicains, défenseurs de l'héritage révolutionnaire et de la centralisation jacobine, commençaient aussi à se faire connaître, tandis que les partisans de l'empereur manœuvraient dans l'ombre, nostalgiques de la gloire et partisans d'un régime dominé par l'armée.

Après ce démarrage en fanfare, le nouveau pouvoir ne tarda pas à accumuler les échecs. À la décharge du roi, résoudre en quelques mois vingt-cinq ans de fracture révolutionnaire était un objectif impossible à tenir. Certaines divisions étaient trop profondément ancrées et le retour des Bourbons avait ravivé le spectre de l'Ancien Régime, associé à l'absolutisme et aux privilèges. Malgré sa bonne volonté, la Restauration ne pouvait qu'inquiéter les nouveaux notables anxieux de conserver leur position chèrement acquise depuis la Révolution, tout en décevant les anciens nobles déclassés après 1789 : en tentant de satisfaire tout le monde, le monarque avait pris le risque de ne contenter personne. Il faut dire que le vieux roi aimait régner, mais qu'il n'avait pas été préparé à gouverner. Napoléon avait laissé le souvenir d'un très grand homme d'État, capable de s'entourer des meilleurs techniciens du pouvoir : Talleyrand passait pour un des plus fins diplomates d'Europe, Gaudin et Mollien

pour les plus brillants spécialistes des finances et de l'économie, et Cambacérès pour un juriste de première force. Louis XVIII, à son retour d'exil, n'avait aucun collaborateur de cette trempe. Ses ministres étaient soit des survivants, soit des seconds couteaux. À la Marine le vieux baron Malouet, quasi mourant à son arrivée à Paris, à la Justice le chancelier Dambray, vieil alcoolique retiré depuis un quart de siècle dans sa ferme près de Caen et connaissant à peine l'existence du Code civil, à la Guerre le général Dupont de l'Étang, jeté en prison par l'empereur après sa défaite à la bataille de Bailén en 1808*, et dont la nomination avait ulcéré les cadres de la Grande Armée. À la direction générale de la Police venait enfin le lettré Beugnot, qui n'avait pas l'influence et les réseaux d'un Fouché ou même d'un Savary. Le favori du roi, le duc de Blacas, nommé ministre de la Maison du roi, n'était pas plus compétent, avec ses vues rétrogrades et son goût pour les commérages de cour. Certes, le baron Louis, conseiller d'État sous l'Empire, fut un ministre des Finances des plus capables et l'abbé de Montesquiou, ancien émigré, un ministre de l'Intérieur passable, mais le prince de Bénévent, par son talent et son expérience, était le seul apte à dominer le Conseil du roi. Comme l'écrit François Guizot, ce jeune protestant brillant mais austère devenu secrétaire général du ministère de l'Intérieur en 1814 : « Louis XVIII n'était nullement propre à gouverner ses ministres ; […] imposant d'apparence, judicieux, fin, mesuré, il savait contenir, arrêter, déjouer ; il était hors d'état d'inspirer, de diriger, de donner l'impulsion[47]. » Comparant ses séances de travail hebdomadaires avec Napoléon et celles avec Louis XVIII, Beugnot décrit le roi comme un piètre chef d'État, prêtant peu d'attention aux dossiers et ne demandant qu'une série de feuilles à signer, tendues par un ministre courtisan :

---

* Premier échec majeur des armées napoléoniennes et tournant dans la sanglante guerre civile espagnole, la bataille de Bailén (19-22 juillet 1808) avait été perdue par le général Dupont et ses 24 000 soldats face aux 27 000 insurgés espagnols commandés par le général Castaños. Les vaincus avaient été emprisonnés, dans des conditions terribles, sur des pontons au large de Cadix, tandis que Dupont, ramené en France, avait été jugé pour trahison par l'empereur, qui ne pouvait admettre la défaite.

> J'avais eu, récemment encore, l'occasion de travailler avec Napoléon, et j'avais pris les mêmes allures avec le roi, c'est-à-dire que j'avais joint à chaque rapport les pièces justificatives, soigneusement arrangées, pour que je pusse les retrouver au besoin, et avant de commencer le travail, j'en avais remis au roi la feuille, c'est-à-dire un tableau qui comprenait sommairement l'indication du nom des parties, la nature de l'affaire, son degré d'urgence, et une colonne d'observations. Je demandai au roi de jeter un coup d'œil sur la feuille et de daigner m'indiquer par laquelle de ces affaires je devais commencer. Le roi, qui n'avait jamais rien vu ni soupçonné de pareil, me demanda ce que je voulais dire. J'eus la maladresse de lui répondre qu'on en usait de la sorte avec Napoléon […]. Je retins ainsi le roi pendant une heure et demie, mais il ne put, vers la fin du travail, contenir l'expression de son plaisir d'être débarrassé de son portefeuille et de moi[48].

Malgré l'impression défavorable de Beugnot, certains signes montrent en regard la volonté du roi d'exercer pleinement son pouvoir : là comme ailleurs, son obsession de la légitimité se conjuguait avec un dédain manifeste pour ce qu'il considérait comme de la simple « intendance ». Les prérogatives du ministre-secrétaire d'État avaient ainsi été considérablement rognées. Sous l'Empire, Hugues-Bernard Maret, duc de Bassano, coordonnait le travail entre les ministres et le souverain, alors que son successeur Vitrolles ne faisait plus que rédiger les procès-verbaux des conseils, ce qui veut dire que Louis XVIII n'entendait pas suivre les affaires au quotidien, mais simplement conserver un droit de regard sur les dossiers en se réservant la possibilité d'intervenir si bon lui semblait. Seuls quelques contemporains eurent l'occasion de remarquer à quel point le roi était jaloux de son autorité, tel le maréchal Macdonald, qui avait eu l'audace de prendre la parole contre une loi proposée par le monarque à la Chambre des pairs et qui dut subir de lourds reproches pour avoir osé voter selon sa conscience[49]. En contrepartie, il devenait plus facile d'influencer le souverain, largement novice, ou de le noyer sous des affaires secondaires, les ministres pouvant dès lors mener leur propre politique.

Le comte d'Artois et ses deux fils Angoulême et Berry furent fréquemment invités à siéger au sein du Conseil d'en haut, sorte de Conseil des ministres élargi aux princes de la branche aînée et

à quelques conseillers nommés ministres d'État, qui était devenu en quelques semaines l'instance de gouvernement majeure de la première Restauration. Vitrolles en parle longuement dans ses *Mémoires*, de la première séance qui eut lieu le 5 mai 1814 jusqu'à la dernière à la veille du retour de Napoléon. Les ministres s'entendaient mal, tandis que le souverain, adepte des divisions, ne faisait rien pour calmer leurs dissensions. En outre, le manque d'expérience de certains ministres faisait prendre du retard dans la gestion des affaires courantes, les réunions tournant souvent à la causerie de salon. Comme l'écrit Gaillard, le confident de Fouché, ce n'était pourtant « pas une branche de l'Institut qu'il s'agissait d'organiser, c'était des hommes d'État qu'il fallait appeler[50] ». La remarque laconique de Talleyrand est également restée célèbre : « Le roi est resté trois heures en son conseil. Que s'est-il passé ? Trois heures. »

Vitrolles confirme que « tous ceux qui prenaient part aux délibérations étaient inavertis, les discussions étaient vaines et les procès-verbaux des séances insignifiants ». Pourtant, l'étude de ces procès-verbaux, qui sont toujours inédits, semble indiquer le contraire. On y avait débattu très tôt de la nécessaire réduction des dépenses, le budget de l'État, délesté du poids de la guerre incessante, devant connaître une réduction draconienne. Celui de 1814 voté sous Napoléon, théoriquement à l'équilibre, était de 1 176 millions de francs dont 816 pour les dépenses militaires. En revanche, celui rectifié par Louis XVIII et ses ministres s'éleva à seulement 562 millions de recettes et 913 de dépenses, diminution exceptionnelle pour un pays exsangue où les impôts rentraient mal… et qui venait de passer de 130 à 87 départements, perdant ainsi un tiers de ses contribuables. Le budget prévu pour 1815 comptait pour sa part 618 millions de recettes et 547 de dépenses[51]. Lors de la réunion du 17 juin 1814, le roi avait refusé la banqueroute et décidé d'honorer les 120 millions de dettes et les 369 millions d'arriérés laissés par l'Empire, en accord avec le baron Louis[52].

Cependant, les réunions suivantes furent moins productives. Au bout de quelques semaines, Blacas prit l'ascendant sur le Conseil où ses plus farouches adversaires, le comte d'Artois et ses fils, prirent l'habitude de faire étalage de leur inexpérience, tandis que

Talleyrand s'y fit de plus en plus rare. Finalement, les réunions ne servirent plus qu'à entériner des décisions prises en tête à tête entre les ministres et le roi. On moqua cette « anarchie paternelle », autrement dit le désordre des affaires ambiant sous couvert d'un monarque jaloux de ses prérogatives mais incapable de trancher. Cette façon de gouverner évoquait de manière désagréable le souvenir du « Conseil d'État » de Versailles* : on se doute que cette appellation n'avait pas été retenue, par crainte de froisser les conseillers d'État, maîtres des requêtes et auditeurs, tous attachés à l'institution fondée par Bonaparte en 1799. Justement, les élites de l'Empire avaient été inquiétées par la réforme du Conseil d'État, qui était en passe de devenir un simple organe de conseil pour les cas de contentieux administratif, sous l'influence du nouveau chancelier Dambray et de quelques anciens conseillers d'État de l'Ancien Régime, incapables de comprendre les évolutions du droit advenues depuis la Révolution. Parmi les meilleurs juristes et administrateurs de l'Empire, d'anciens révolutionnaires tels Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, Boulay de la Meurthe, La Valette ou Costaz avaient été mis à l'écart sans ménagements. Les auditeurs, considérés par Napoléon comme une pépinière de futurs dirigeants, furent supprimés à leur tour et des centaines d'administrateurs, revenus des territoires perdus par la France, se retrouvèrent sans emploi[53]. Or, les Fouché, Cambacérès, Thibaudeau et autres grands commis de l'État révolutionnaire et impérial « n'étaient point hommes à vivre dans un renoncement placide[54] ».

Le capital de sympathie dont la famille royale avait pu bénéficier à son retour ne tarda pas à s'épuiser. Au bout de quelques mois, la « peur des ultras » fut avivée par l'attitude des aristocrates revenus d'émigration et par les bévues des princes, dont la maladresse (pour le duc d'Angoulême), la brutalité (pour le duc de Berry) et l'étroitesse d'esprit (pour le comte d'Artois) déçurent une bonne partie des Français admis en leur présence. Le maréchal Macdonald note dans ses *Souvenirs* que « la cour perdait chaque jour dans l'opinion ; il semblait qu'à l'envi les ministres

* Sous Louis XIV, le Conseil d'État regroupait les collaborateurs du roi spécialistes des affaires relatives aux finances et au contentieux administratif.

et leurs agents feraient preuve de plus de sottise, et l'entourage du roi de plus de hauteur et de dédain[55] ». Des centaines de courtisans étaient rentrés d'Angleterre, tandis que d'autres, terrés depuis la Révolution dans leurs châteaux, revinrent réclamer au roi des places et prébendes comme à Versailles, à l'instar de Claude-Charles de Marsilly, ancien lieutenant des Cent-Suisses de Louis XVI : arpentant inlassablement les antichambres des Tuileries, il finit par réintégrer son ancien régiment tout juste recréé, bien que trop âgé pour faire le service[56]. À la Cour, les maréchaux enrichis sous l'Empire et les vieux gentilshommes de l'armée des princes appauvris par l'exil se foudroyaient du regard. Les membres de l'ancienne noblesse qui devaient à Napoléon leur élévation étaient les plus mal à l'aise, tel Talleyrand qui détestait les émigrés qui lui rappelaient constamment qu'il n'était à leurs yeux que l'évêque apostat d'Autun. Berthier, petit noble à la cour de Louis XVI mais devenu prince entre-temps, fut lui aussi en proie aux moqueries. Il avait certes été nommé capitaine d'une des quatre compagnies de gardes de corps du roi, mais Louis XVIII lui battait froid, persuadé qu'il continuait à correspondre avec l'empereur… D'autres maréchaux vieillissants comme Kellermann profitaient de leurs châteaux, mais certains de leurs collègues plus jeunes déploraient de ne plus être que des guerriers d'opérette, tels Soult, nommé ministre de la Guerre en décembre, ou encore Clarke et Marmont. Tous étaient en tout cas considérés avec méfiance, la Restauration ayant été, dès le départ, un régime de la suspicion, faisant espionner ses partisans comme ses détracteurs. La police ne manquait pas de travail et surveillait les conversations et les correspondances. Le « Désiré » était également demeuré, comme à l'époque de Versailles, un amateur de politiques parallèles et de conciliabules secrets. Beugnot et son successeur le comte d'André ne surent jamais que Louis XVIII prenait conseil auprès du régicide Fouché, qui lui adressait des billets toutes les semaines par l'intermédiaire du grand aumônier. Le duc d'Otrante s'échinait aussi à entrer dans les bonnes grâces du comte d'Artois, à qui il envoyait également des notes[57].

L'opinion n'avait pas non plus tardé à être déçue par la politique royale, qui mécontenta jusqu'à ses « plus sincères serviteurs[58] ». Certes, Louis XVIII avait dû faire face à une situation

dramatique, en signant la paix d'une guerre qu'il n'avait pas menée avec des souverains qui se disaient ses alliés mais qui occupaient sa capitale. Talleyrand conduisit les négociations qui devaient ramener la France à ses frontières de 1792. Le traité de Paris – la « plus belle paix du monde » – fut conclu le 30 mai. Il fut particulièrement mal accepté, notamment en raison des cessions de 53 places fortes et de matériel militaire pour une valeur de 120 millions de francs[59] qui annulaient d'un trait de plume le fruit des conquêtes de la Révolution. Certes, aucune indemnité de guerre n'avait été imposée, mais le poids de la dette impériale que Louis XVIII avait accepté d'endosser mettait à mal les finances publiques, qui avaient perdu la manne des revenus du Domaine extraordinaire*. L'administration connaissait elle aussi de sérieux ratés, les droits réunis avaient été maintenus et les impositions foncières augmentées au déplaisir des contribuables les plus aisés, comme le remarque la diariste Julie Pellizzone à Marseille, qui note par ailleurs que l'économie tardait à redémarrer malgré la fin du Blocus continental[60]. Rajoutons que dans ce contexte difficile, l'abrogation des tarifs douaniers favorables imposés par Napoléon à l'Europe avait plongé l'industrie française dans une nouvelle crise.

La réforme de l'armée suscita également beaucoup de mécontentement. La conscription, détestée à la fin de l'Empire, avait enfin été supprimée. Alors que des dizaines de milliers d'hommes revinrent rapidement de l'armée d'Espagne, d'Italie du Nord, de Hollande ou des places fortes de la rive gauche du Rhin, l'ordonnance du 12 mai 1814 ordonna le licenciement ou la mise à la retraite de plus de 275 000 soldats, ceux que l'on appela les « demi-solde ». De glorieux vétérans rentrèrent la tête basse

---

* Le Domaine extraordinaire était constitué des revenus des terrains mis sous séquestre dans les pays conquis ou occupés et des indemnités de guerre versées par les souverains vaincus, permettant d'engranger plusieurs dizaines de millions par an, qui servaient notamment à compenser les déficits dans les caisses de l'État ou dans celles de la Maison de l'empereur, ou encore à récompenser, par des dotations, les meilleurs serviteurs du régime, soit 5 866 personnes, du maréchal d'Empire aux simples soldats. La France toucha en tout 266 millions à partir de 1805, dont 148 restaient encore à payer en 1814 (P. Branda, *Le Prix de la gloire*…, p. 322-326).

dans leurs villes ou villages, où ils végétèrent dans la précarité. La paix, elle aussi, avait un coût. « Le gouvernement nous renvoya planter des choux dans nos départements[61] », grommelle le capitaine Coignet, qui ne gagnait plus que 73 francs par mois. Certes, quelques-uns, comme le caporal Gervais, s'avouaient heureux à l'idée de se trouver une « petite maison pourvue d'un jardin », mais ils n'étaient pas les plus nombreux[62]. Les 150 000 prisonniers de guerre rentrés au pays n'avaient pas été mieux traités. Un des plus glorieux, le général Dominique-René Vandamme, détenu en Russie, fut humilié en étant assigné à résidence en province le lendemain de son retour à Paris.

À la fin de l'année, l'armée royale ne comptait plus que 225 000 hommes, répartis en 105 régiments d'infanterie, 57 de cavalerie et 12 d'artillerie, 8 escadrons du train d'artillerie et 30 compagnies du génie. Cette cure d'amaigrissement contrastait fâcheusement avec la réintégration dans les cadres de l'armée d'anciens officiers de l'émigration. En quelques mois, Louis XVIII nomma 239 lieutenants généraux et 364 maréchaux de camp, plus que durant l'Empire[63], et surtout dépensa 20 millions pour se constituer une Maison militaire où des jeunes gens de bonne famille s'enrôlèrent aussitôt pour le seul plaisir de porter un uniforme chamarré. Des régiments de gardes suisses avaient également été levés, rappelant ceux qui s'étaient sacrifiés pour Louis XVI en protégeant les Tuileries des sans-culottes le 10 août 1792. Frappée au cœur par tant d'ingratitude, confrontée à l'ennui après des années de guerre, l'armée manifesta son hostilité par des libelles, des graffitis ou des actes d'insubordination, même si les régiments les plus turbulents avaient été dispersés en province. Napoléon commença à être regretté par des soldats dégoûtés par la perte des conquêtes révolutionnaires et impériales : « La France veut la paix ; l'armée la Belgique[64]. » Même s'il faut faire preuve d'un peu de distance critique vis-à-vis des sources policières, qui traduisent surtout les fantasmes des fonctionnaires royalistes les plus peureux, l'image qu'ils donnent de l'opinion est loin d'être à négliger. Le comte Beugnot s'en faisait l'écho dans ses rapports au roi, qui fut informé des chansons et des cris en faveur de l'Usurpateur prononcés dans les cafés et les tavernes, mais aussi des complots imaginaires que ses

agents croyaient constamment découvrir dans Paris[65]. Seulement, Louis XVIII prêtait davantage attention à son favori Blacas, dont « l'outrecuidance ne lui permettait pas de concevoir le plus léger soupçon de conspiration. Il levait les épaules, se mettait à rire, et se moquait de ceux enclins à penser que Napoléon était terriblement près de nous[66] ».

Face à cette déception palpable, la propagande royale commença à se retourner contre le trône, Charles de Rémusat moquant cette « langue de la Restauration » et ce « royalisme de commande [qui] vint orner des fleurs d'une rhétorique nauséabonde »[67]. L'historien Capefigue, âgé de 17 ans à l'époque, ajoute : « Ce n'était que chansons et odes sur le drapeau sans tache, les fleurs de lys ; on paraissait avec des rubans blancs, le théâtre ne parlait que de Henri IV, de Philippe Auguste et de Bouvines[68]. » La piété ostentatoire des Bourbons donna également l'impression d'un retour amorcé vers l'absolutisme. L'obligation de chômer le dimanche, perdue depuis la Révolution, déplut puisqu'elle imposait « la cessation de tous les travaux et la clôture des boutiques[69] ». Après la célébration obligatoire de la Fête-Dieu qui avait déjà provoqué quelques tensions le 10 juin 1814, les Français furent invités à prendre part à des réjouissances anachroniques comme la commémoration de la naissance d'Henri IV le 13 décembre. L'obligation de décorer les façades des maisons pour ces célébrations contredisait la liberté des cultes garantie par la Charte, justifiant la crainte d'un retour à l'Ancien Régime dans toute sa « pureté ». Dans cette même optique, le 21 janvier 1815 avait donné lieu à une cérémonie dans la capitale, avec la translation des restes présumés de Louis XVI et de Marie-Antoinette à Saint-Denis. L'architecte Fontaine, qui organisa la pompe funèbre, note pourtant qu'il « eût été prudent de chercher à couvrir du voile de l'oubli » ce drame familial, l'opinion ayant l'impression que l'Ancien Régime était exhumé en même temps que le cadavre du roi martyr. Cette royauté en surplis ne parlait guère à une France qui considérait la religion comme une pratique privée : « Ils avaient des messes et des malédictions pour toutes les époques, et les hôtes du château, si bien nourris, si bien vêtus, si bien chauffés à nos dépens, ne nous récompensaient que par

des outrages, du mépris continuel et des jeûnes, des macérations, des afflictions de toute espèce[70]. » Les militaires désapprouvaient d'être obligés de se rendre à la messe le dimanche et les rapports de police indiquèrent que l'indignation dans Paris le 21 janvier avait été telle qu'il n'y aurait eu besoin que d'une étincelle pour provoquer une émeute[71].

Les articles dithyrambiques sur la bonté du roi et de sa famille ne parvenaient pas non plus à faire oublier les décisions calamiteuses prises par Louis XVIII, qui projetait de se réinstaller à Versailles où les travaux allaient bon train. Les journaux de l'opposition – car la presse était enfin libre après dix années de censure impériale – s'en donnèrent à cœur joie. *Le Nain jaune*, dirigé par le journaliste Cauchois-Lemaire mais né dans l'entourage de Maret, put se permettre les pires moqueries. Louis XVIII, insensible aux railleries sur son embonpoint, se délectait des impertinences d'un journal qui ridiculisait ses courtisans, notamment l'entourage de son frère, qui formait la coterie du pavillon de Marsan, « place forte des idées réactionnaires[72] ». Les caricaturistes avaient créé le personnage du « voltigeur de Louis XIV », vieil émigré squelettique portant la perruque poudrée, avec des parchemins fripés plein les poches et des demandes de pensions à n'en plus finir. On avait même inventé une décoration, l'ordre de l'Éteignoir, que les journaux moqueurs décernaient à tous les nostalgiques qui rêvaient d'éteindre l'héritage des Lumières[73]. Loin d'être futiles, ces critiques ciblaient avec justesse le malaise qui minait la société française : « La politique avait divisé les individus qui la composaient et refroidi les familles. La noblesse avait repris son orgueil[74]. » Il n'y avait pas de fumée sans feu : quelques déclarations malheureuses, qu'elles fussent le fait d'évêques prêchant à leurs ouailles ou du comte Ferrand, directeur des Postes, laissèrent par exemple entendre que la restitution des biens nationaux à leurs anciens propriétaires serait un « acte de justice », le nombre des acheteurs s'élevant à 600 000 ou 700 000… mécontents potentiels[75]. La restitution des biens non vendus par la loi du 14 décembre 1814 avait marqué un premier pas, inquiétant l'opinion.

En quelques mois d'existence, la Restauration semblait donc avoir échoué à royaliser la Révolution, ce que Louis XVI n'avait déjà pas réussi à faire en 1791. Lazare Carnot, l'organisateur de la victoire de l'an II, qui avait rallié le régime à son avènement, exprima ses craintes dans un *Mémoire au roi* qui connut cinq éditions : « Le retour des lys n'a point produit l'effet qu'on attendait ; la fusion des partis ne s'est point opérée, loin de là[76]. » Alors certes, la déception était palpable, les moqueries envers le roi fusaient et quelques partisans de l'empereur complotaient, mais tout cela était-il de nature à provoquer une nouvelle Révolution ? En retournant en permission chez lui à Reims à la fin de l'année 1814, le Cent-Suisse Marsilly se posa la question dans son journal : « Chaque moment peut amener une guerre de parti. Les troupes ne cessent de crier *Vive l'empereur*, même sous les yeux des princes. La royauté est sur un volcan[77]. » En janvier 1815, le général Rémi Exelmans, ancien premier aide de camp de Murat, fut forcé de s'enfuir avant d'être jugé par contumace par un conseil de guerre, tout cela pour avoir exprimé dans une lettre au roi de Naples sa nostalgie de l'Empire. Son acquittement quelques semaines plus tard, « triomphe pour les amis de l'empereur[78] », refléta le malaise de l'armée. Le 5 mars 1815, Oudinot, gouverneur de la 3e division militaire, installé à Metz au palais de la Princerie où il s'apprêtait à donner un grand bal, reçut un rapport inquiétant prétendant qu'une révolte couvait en Lorraine où les anciens grenadiers de la Garde impériale n'étaient pas sûrs[79].

Les difficultés rencontrées par la Restauration n'avaient pas échappé au roi de l'île d'Elbe, dont l'action et la présence agirent en réalité comme un catalyseur des mécontentements, précipitant l'échec d'une Restauration que l'épreuve du temps aurait peut-être permis de stabiliser :

> Si Napoléon fût resté immobile à l'île d'Elbe, tous ces projets de révolution auraient probablement avorté […]. La fatuité des faiseurs de conspirations est infinie, et quand l'événement semble leur avoir donné raison, ils s'attribuent à eux-mêmes ce qui a été le résultat de causes bien plus grandes et bien plus complexes que leurs machinations. Ce fut Napoléon seul qui renversa en 1815 les Bourbons en évoquant, de sa personne, le dévouement fanatique de l'armée et

> les instincts révolutionnaires des masses populaires. Quelque chancelante que fût la monarchie naguère restaurée, il fallait ce grand homme et ces grandes forces sociales pour l'abattre[80].

Cette remarque de Guizot est juste : la seule présence de l'empereur allait déclencher une fronde sociale sur son passage. La Restauration avait tellement déçu les Français que ceux-ci devaient accueillir avec soulagement l'Aigle, comme un revenant d'une époque pas si lointaine mais déjà idéalisée. Comme l'a écrit Benjamin Constant, les habitants des campagnes, « plus que toute autre classe avaient eu à supporter les outrances de la noblesse dont l'arrogance durant sa courte prospérité venait de réveiller les haines un peu amorties par ses longs malheurs. Ce fut par ces campagnards que Napoléon se vit entouré et porté en triomphe[81] ».

Le congrès murmure

Fort de son expérience, Talleyrand avait senti très tôt le vent tourner. Dès le mois de juin, il avait décidé de se cantonner à son domaine, sans plus se mêler de politique intérieure. Les procès-verbaux du Conseil d'en haut montrent que les affaires étrangères n'y étaient jamais discutées. Le prince de Bénévent ne prenait la parole que pour des remarques insignifiantes, tout en remettant ostensiblement au début de chaque séance un rapport au roi. Le Diable boiteux jouait un rôle essentiel, puisque sa seule présence imposait le respect au reste de l'Europe. Grâce à son influence, le traité de Paris du 30 mai avait été signé à égalité entre les cinq puissances, la France n'étant pas considérée comme le pays vaincu. Les troupes étrangères avaient quitté Paris dès le 3 juin et il avait envoyé dans la foulée chez tous les Alliés des commissaires chargés d'accélérer le retour des prisonniers de guerre. Cependant, Louis XVIII, qui se passionnait pour la politique extérieure, ne tarda pas à prendre conscience que sa situation vis-à-vis des autres souverains était fragile et qu'il était en réalité dépendant de son ministre. Les vainqueurs de Napoléon, désireux de liquider l'héritage impérial, étaient également divisés quant à l'avenir du continent et ne savaient quelle place accorder à la France. Au grand

congrès qui devait se réunir à Vienne à l'automne, le Diable boiteux était ainsi le seul à pouvoir parler en faveur du roi : « L'Europe toute entière est à organiser et malheureusement, l'esprit qui semble présider à cette organisation nouvelle est un esprit de haine contre la France », écrit Pasquier[82].

Le congrès ne s'était pas encore ouvert que la belle entente manifestée par les souverains au moment du pacte de Chaumont* avait déjà été ébranlée. Le tsar avait fait mauvaise impression lors d'une visite à Londres où il avait manifesté plus de sympathie à l'égard de l'opposition whig que du parti tory au pouvoir. La Prusse, dont le roi était rangé du côté de la Russie, s'éloignait de la France et de l'Angleterre, tandis que l'Autriche voyait d'un œil favorable les dissensions entre ces grands États qui ne pouvaient que renforcer l'influence des Habsbourg dans l'espace germanique. Louis XVIII avait pour sa part manifesté son extrême froideur vis-à-vis de la Russie, en faisant mauvais accueil à Alexandre et en enterrant le projet de mariage entre le duc de Berry et une sœur du tsar. Une proposition d'union avec une princesse prussienne fut également dédaignée. Le roi avait en revanche nettement marqué son désir de se rapprocher de l'Angleterre, le prince régent l'ayant soutenu dans sa reconquête du trône** : la nomination du glorieux Wellington à l'ambassade de Paris en août 1814 participa pleinement de cette volonté de rapprochement. Dans l'été, les deux pays commencèrent à discuter de quelques questions brûlantes, à savoir de futurs traités commerciaux et de la fin de la traite négrière.

---

* À la fin des dernières négociations avec Napoléon qui avaient été menées par Caulaincourt à Chaumont, l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre avaient signé le 1er mars 1814 un pacte qui les empêchait de conclure une paix séparée avec la France, leur imposait de continuer le combat jusqu'à la victoire finale contre l'Empire et les contraignait à se porter assistance mutuelle au cours des opérations militaires.

** Le prince régent, qui gouvernait le Royaume-Uni à la place de son père George III frappé de folie, avait eu plusieurs gestes forts vis-à-vis de Louis XVIII, en accordant des funérailles royales à son épouse Marie-Joséphine de Savoie, disparue en 1810, en le recevant à la Cour en 1811 avec les honneurs réservés aux souverains, en soutenant ses droits au congrès de Châtillon, et enfin en lui organisant une entrée royale dans Londres le 21 avril 1814.